VOL. 2

CFP-035
2024-04-18
M. Lahouiou

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024 - 2025

Secrétariat du Conseil du trésor

Autorité des marchés publics

Centre d'acquisitions gouvernementales

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Votre gouvernement

Québec

# demande 2024-2025	Sujet de la demande	Nom de la demande 2024-2025
P1-1	Dépenses en logiciel, matériel et services professionnels en TI	Sommes dépensées en 2023-2024 (et prévisions pour 2024-2025) par le secrétariat et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou d'Infrastructure technologique Québec).
P1-2	Les 20 plus hauts salariés	En 2023-2024, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant partie des entités consolidées les éléments suivants : a) le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; b) la rémunération totale des 20 plus hauts salariés.
P1-3	Manquements aux contrats de services Article 28 loi 15	Liste des manquements constatés en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.
P1-4	Effectif Ingénieurs	Nombre d'ingénieurs à l'emploi du gouvernement du Québec en 2023-2024.
P1-5	Employés congédiés	Pour l'année 2023-2024, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi.
P1-6	Études rétention des employés	Toute somme dépensée et copie de toutes les études sur la rétention des employés en 2023-2024.
P1-7	Taux d'embauche FP	Pour 2023-2024, nombre et taux d'embauches dans la fonction publique. Ventiler par corps d'emploi.
P1-8	Unités autonomes	Nombre d'unités autonomes de services propres à la fonction publique en indiquant de quels ministères ou organismes relèvent chacune d'elle.
P1-9	Employés embauchés groupes cibles ou < 35 ans et remboursement déménagement	Pour l'année 2020-2021, le nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : a) le nombre d'employés ayant obtenu en 2020-2021 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.
P1-10	Actifs radiés en informatique	Pour l'exercice 2023-2024, la valeur des actifs liés aux projets informatiques qui ont été radiés du bilan de chacun des ministères et organismes.
P1-11	Nouvelles publications	Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2023-2024 et coût associés à chacune d'elles.
P1-12	Fonds de suppléance 2023-2024	Détails de la composition du fonds de suppléance pour l'année 2023-2024.
P1-13	Plan d'achat gouvernemental producteurs locaux	Sommes allouées et ressources humaines (ETC) pour développer un plan d'achat gouvernemental favorisant les producteurs locaux.
P1-14	Ressource externe TI	Sommes investies afin d'avoir recours à des ressources externes en matière de technologie de l'information, d'infonuagique et de sécurité des données. Coût horaire moyen des ressources externes.
P1-15	Évolution ressources internes et externes	Évolution du nombre de ressources humaines internes et externes en 2023-2024.
P1-16	Prix moyen d'achat - appareils TI	Prix moyen d'achat (du CAG) et de moyenne vente (lors de regroupements d'achats aux ministères et organismes) des appareils suivants : a) ordinateurs; b) téléphones portables; c) tablettes.
P1-17	Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG	Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisition gouvernemental (CAG) et de l'ITQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.
P1-18	% utilisation des M/O - offre permanente	Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes de l'offre permanente du CAG pour 2023-2024.
P1-19	Services partagés obligatoires - réseaux et MO	Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoit rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.
P1-20	Contrats octroyés CAG	Pour les trois dernières années, les valeurs et nombres de contrats octroyés par le CAG et l'ITQ. Ventiler par type de fournisseurs et par mode d'octroi (appel d'offres public, appel d'offres sur invitation, et gré à gré).
P1-21	Organismes et agences; membres C.A.	Pour l'année 2023-2024, indiquer : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur CV; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.
P1-22	Nombre de demandes d'autorisation - AMP	Pour 2023-2024, le nombre d'entreprises ayant fait une demande d'autorisation à l'AMP.
P1-23	Nombre d'autorisations données - AMP	Pour 2023-2024, le nombre d'entreprises ayant reçu une autorisation de l'AMP.

P1-24	Nombre d'autorisations refusées - AMP	Pour 2023-2024, le nombre d'entreprises s'étant vu refuser une autorisation par l'AMP. Préciser les motifs.
P1-25	Processus de vérification entreprises RENA	Toutes les sommes dépensées afin d'améliorer les processus de vérification afin d'inscrire des entreprises au RENA.
P1-26	Nombre d'autorisations révoquées - AMP	Pour 2023-2024, le nombre d'entreprises dont l'autorisation a été révoquée par l'AMP. Préciser les motifs.
P1-27	Délais de traitement - AMP	Pour 2023-2024, les délais de traitement pour l'octroi d'une autorisation par l'AMP.
P1-28	Plaintes reçues - AMP	Pour 2023-2024, le nombre de plaintes reçues par l'AMP en ce qui concerne l'adjudication ou l'attribution de contrats publics. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat, visés et (ii) les ministères ou organismes publics visés.
P1-29	Délais de traitement - plaintes - AMP	Pour 2023-2024, les délais de traitement d'une plainte reçue par l'AMP.
P1-30	Interventions, vérifications et enquêtes - AMP	Pour 2023-2024, le nombre d'interventions, de vérifications et d'enquêtes par l'AMP en ce qui concerne l'adjudication ou l'attribution de contrats publics. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.
P1-31	Suspension ou résiliations - AMP	Pour 2023-2024, le nombre de contrats publics ou de processus d'adjudication ou d'attribution de contrat, pour lesquels des ordonnances ou des recommandations ont été données par l'AMP, ou qui ont été suspendus ou résiliés à la demande de l'AMP. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.

Étude des crédits 2024-2025
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle - questions non répondues et motifs

# demandes non-répondue NR	# demande initiale opposition officielle	Questions 2024-2025 non répondues	Motifs
NRP1-1	DP1-2	Taille (nombre total d'employés) et masse salariale de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public pour 2023-2024. prévisions pour 2024-2025.	Répondue par les réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13i et 37
NRP1-2	DP1-3	Pour chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant). Fournir les données ventilées selon la raison du départ : a) la retraite; b) la démission; c) la révocation pour incompétence; d) la révocation pour incapacité; e) la fin d'emploi; f) le décès; g) la mise à pied; h) la destitution; i) toute autre raison.	Répondue par les réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13n et 14a
NRP1-3	DP1-4	En 2023-2024, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant partie des entités consolidées les éléments suivants : a) le nombre d'employés, b) le nombre d'employés selon la classe; c) la dépense en masse salariale; d) la dépense en rémunération (avantages sociaux +salaire); e) le coût total moyen par employé; f) le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.	Répondue par les réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13i et 37
NRP1-4	DP1-7a	Concernant l'effectif de la fonction publique : a) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2023-2024 et ventilation par région;	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i
NRP1-5	DP1-7b	Concernant l'effectif de la fonction publique : b) effectif de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2023-2024;	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i
NRP1-6	DP1-7c	Concernant l'effectif de la fonction publique : c) effectif de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2023-2024 et chacune des 5 années précédentes.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i
NRP1-7	DP1-15	Pour l'exercice 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025, fournir les montants dépensés par ministère et organisme en service de communication et de planification stratégique.	Répondue par les réponses des demandes de renseignements généraux numéro 6 et 57
NRP1-8	DP1-16	Pour l'exercice 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025, fournir les montants dépensés par ministère et organisme en service de génie de toutes sortes.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6
NRP1-9	DP1-23	Pour l'exercice 2023-2024, veuillez indiquer précisément, et ce par ministère, organisme et entité quelles sont les mesures de contrôle de dépenses qui ont été mises en place, ainsi que les économies qui ont été réalisées.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 32
NRP1-10	DP1-31	État de situation et suivi détaillé des différents programmes d'embauche des minorités par l'État québécois.	Répondue par les réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b
NRP1-11	DP-32	Concernant l'accès à l'information: a)Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2023-2024.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 72
NRP1-12	DP1-9	Nombre d'ETC en TI à l'emploi du gouvernement du Québec en 2023-2024 et projection de nouveaux spécialistes en TI pour 2023-2024.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du numérique
NRP1-13	DP1-11	Toute mesure ou action et budget octroyé afin de mettre en place une formation obligatoire et continue sur la question du racisme pour les employés de l'État.	Répondue par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme
NRP1-14	DP1-21	Nom et salaire de chacun des dirigeants de l'information et des dirigeants sectoriels de l'information en indiquant la date d'entrée en fonction et le nom de l'organisme ou du ministère qu'ils relèvent.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du numérique
NRP1-15	DP1-22	Coûts associés à des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établies en 2023-2024. En fournir la liste et la date de parution.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du numérique

Étude des crédits 2024-2025
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle - questions non répondues et motifs

# demandes non-répondue NR	# demande initiale opposition officielle	Questions 2024-2025 non répondues	Motifs
NRP1-16	DP1-10	Fournir toute note, analyse ou recommandation sur l'engagement gouvernemental de déplacer 5000 fonctionnaires en région.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NRP1-17	DP1-27	État d'avancement du projet d'implantation de la norme ISO 37001 – Système de management anticorruption.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NRP1-18	DP1-28	État d'avancement des projets concernant les délais de paiement dans l'industrie de la construction.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 1 - Dépenses en logiciel, matériel et services professionnels en TI

Sommes dépensées en 2023-2024 (et prévisions pour 2024-2025) par le secrétariat et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou de l'ITQ).

	Dépenses 2023-2024
Logiciels	686 891,34 $
Matériels	41 112,20 $
Services professionnels	7 437 188,79 $
- Rémunération interne *	4 691 664,90 $
- Contrats externes	2 366 827,93 $
-Fonds de la Cybersécurité et du Numérique (FCN)**	378 695,96 $
Projets (Amortissement)	1 376 872,00 $
TOTAL	9 542 064,33 $

Note : Les dépenses 2023-2024 des catégories : logiciels, matériels et services professionnels ainsi que les dépenses de projets (amortissement) sont présentées en date du 31 janvier 2024.

*La rémunération interne concerne uniquement la rémunération des ressources de la Direction principale des ressources informationnelles.

** Les activités sont facturées par le Fonds de la Cybersécurité et du Numérique (FCN), géré par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 2 - Les 20 plus hauts salariés

En 2023-2024, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant partie des entités consolidées les éléments suivants : a) le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; b) la rémunération totale des 20 plus hauts salariés.

NUMÉRO DU MINISTÈRE	MINISTÈRE	SALAIRE ANNUEL	Répartition des 20 plus hauts salariés
160	160-Conseil du trésor et Administration gouvernementale	183 863	1
		187 223	1
		187 521	1
		190 191	1
		191 067	1
		193 434	1
		196 526	1
		196 897	1
		203 464	1
		217 754	6
		232 001	3
		281 876	1
		295 970	1
	Total 160-Conseil du trésor et Administration gouvernementale		20

Employés assujettis à la LFP.
Données selon la structure de l'exercice financier 2023-2024.
Salaire annuel à la paie 22 (25 janvier 2024).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 3 - Manquements aux contrats de services Article 28 – LGCE

Liste des manquements constatés en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.
Aucun manquement n'a été constaté en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 4 - Effectif Ingénieurs

Nombre d'ingénieurs à l'emploi au Secrétariat du Conseil du trésor en 2023-2024
Nombre d'ingénieurs en 2023-2024 [1] : 10

[1] Données au 31 janvier 2024.

Personnel assujetti à la Loi sur la fonction publique
Comprend l'ensemble des classes d'emplois du corps d'emplois des ingénieurs

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 – Employés congédiés

Pour l'année 2023-2024, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi.
Aucun pour le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFICIELLE
NUMÉRO 6 - Études rétention des employés

Toute somme dépensée et copie de toutes les études sur la rétention des employés en 2023-2024.
Aucune somme n'a été dépensée spécifiquement pour des études sur la rétention des employés en 2023-2024.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 7 - Taux d'embauche

Pour 2023-2024, nombre et taux d'embauches au Secrétariat du Conseil du trésor. Ventiler par corps d'emploi.

	2023-2024 (avril à janvier)	
Catégorie d'emploi	# d'embauches	Taux d'embauche (%)
Cadre	1	1,1
Professionnel	49	9,2
Technicien	9	11,2
Personnel de bureau	3	21,6
Total	62	8,7

Notes

- Embauche du personnel régulier en recrutement du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.
- Pour cette fiche, le taux d'embauche par catégorie d'emploi est calculé ainsi : (nombre d'embauches/moyenne de population par catégorie d'emploi) x 100.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 8 - Unités autonomes

Nombre d'unités autonomes de services propres à la fonction publique en indiquant de quels ministères ou organismes relèvent chacune d'elle.	
UNITÉS AUTONOMES DE SERVICES (UAS)	MINISTÈRE OU ORGANISME RESPONSABLE
Centre de gestion de l'équipement roulant (UAS)	Ministère des Transports et de la Mobilité durable

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 9 - Employés groupes cibles 35 ans – remboursement déménagement

Pour l'année 2023-2024, le nombre d'employés embauchés issus des minorités visibles et ethniques, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : a) le nombre d'employés ayant obtenu en 2023-2024 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des minorités visibles et ethniques.[1]
a) Le nombre d'employés [2] ayant obtenu en 2023-2024 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des minorités visibles et ethniques : 5. Pour le nombre d'employés embauchés issus des minorités visibles et ethniques, l'information est fournie par la réponse à la demande de renseignements généraux numéro 13a.

[1] La mesure s'adresse aux membres des minorités visibles et ethniques résidant dans la région métropolitaine de Montréal qui acceptent un emploi régulier ou occasionnel de plus d'un an dans une autre région.
[2] Le nombre indiqué fait référence aux demandes de remboursement entre le 1er avril 2023 et le 31 janvier 2024.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 10 - Actifs radiés en informatique

Pour l'exercice 2023-2024, la valeur des actifs liés aux projets informatiques qui ont été radiés du bilan de chacun des ministères et organismes.
Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 11 - Nouvelles publications

Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2023-2024 et coût associé à chacune d'elles.			
Publication	Imprimé	En ligne	Coûts d'impression
Budget de dépenses- 2023 – 2024 français - anglais	X	X	76 177 $
Budget de dépenses – 2023-2024 cahier de presse français- anglais	X	X	609 $

En date du 31 janvier 2024.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 12 - Fonds de suppléance 2023-2024

Détails de la composition du fonds de suppléance pour l'année 2023-2024.
Le niveau du Fonds suppléance, en budget de dépenses, s'établissait à 9 946,9 M$ au Budget de dépenses 2023-2024. Ce budget visait notamment à couvrir les dépenses imprévues pouvant survenir dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux au cours de l'exercice financier ainsi qu'à certaines mesures qui sont annoncées au Budget. En 2023-2024, des dépenses étaient également prévues pour financer l'effet du changement d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert ainsi que l'effet de l'application de la norme comptable sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 13 - Plan d'achat gouvernemental producteurs locaux

Sommes allouées et ressources humaines (ETC) pour développer un plan d'achat gouvernemental favorisant les producteurs locaux.
• La stratégie gouvernementale des marchés publics (Stratégie) a été rendue publique le 3 février 2022. Vous pouvez la consulter au https://www.tresor.gouv.qc.ca/faire-affaire-avec-letat/strategie-gouvernementale-des-marches-publics. • Aucun financement n'a été accordé pour l'élaboration ou la mise en œuvre de cette stratégie. • La Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP) inclut, depuis le 2 juin 2022, une section IV (articles 14.1 à 4.5) portant sur le développement économique du Québec et de ses régions. Les dispositions de cette section accordent aux organismes publics assujettis à la LCOP de nouveaux pouvoirs leur permettant de contribuer à cet objectif. Vous pouvez la consulter au https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/lc/c-65.1#se:14_1. • Aucun financement n'a été accordé pour l'élaboration ou la mise en œuvre de ces dispositions législatives et réglementaires.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 14 - Ressource externe TI

Sommes investies afin d'avoir recours à des ressources externes en matière de technologie de l'information, d'infonuagique et de sécurité des données. Coût horaire moyen des ressources externes.
Somme totale investie pour les services externes en technologie de l'information, d'infonuagique et de sécurité des données : 1 198 642,16 $ Coût horaire moyen des ressources externes : 98,89 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 15 - Évolution ressources internes et externes

Évolution du nombre de ressources humaines internes et externes en 2023-2024.

Ressources internes : 749
Ressources externes : 32

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 16 – Prix moyen d'achat - appareils TI

Prix moyen d'achat (du CAG) et de moyenne vente (lors de regroupements d'achats aux ministères et organismes) des appareils suivants : a) ordinateurs; b) téléphones portables; c) tablettes.
Pour la période du 17 novembre 2022 au 16 novembre 2023, dans le cadre de regroupements d'achats pour les ministères et organismes, le prix moyen d'un poste de table était de 1 052.72$, le prix moyen d'un portable était de 1 484.63$ et le prix moyen d'une tablette était de 770.28$. Il n'est pas possible de fournir le prix moyen pour les téléphones cellulaires puisque ceux-ci sont offerts à 0$ à l'achat d'un forfait de téléphone de 24 mois dans le cadre du regroupement d'achats.

CAG

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisition gouvernementales (CAG) et de l'ITQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

En date du 31 janvier 2024, pour la période financière 2023-2024, 667 organismes publics composaient la clientèle du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), incluant le secteur municipal.

Type de clientèle	2023-2024
Ministères et organismes (MO)	160
Réseau de la santé et des services sociaux	146
Réseau de l'éducation	102
Réseau de l'enseignement supérieur	90
Municipalités	169
Total	**667**

Liste détaillée

MINISTÈRES ET ORGANISMES (MO) ET AUTRES ORGANISMES PUBLICS

AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC
ASS. PARITAIRE SANTÉ ET SÉCURITE DU TRAVAIL AFF. SOCIAL
ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC
AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS
AUTORITÉ RÉGIONALE DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC
BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE LA SÉCURITE PRIVÉE
BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES
BUREAU DU CORONER
DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUEBEC
ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
ÉCOLE NATIONALE DES POMPIERS DU QUÉBEC
ÉNERCYCLE
FONDATION DE LA FAUNE DU QUÉBEC
FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
FONDS DE RECHERCHE - NATURE ET TECHNOLOGIES
FONDS DE RECHERCHE - SANTÉ
FONDS DE RECHERCHE - SOCIÉTE ET CULTURE
HYDRO-QUÉBEC
OFFICE QUÉBEC-MONDE POUR LA JEUNESSE
OFFICE QUÉBECOIS DE LA LANGUE FRANCAISE
PARC OLYMPIQUE
PROTECTEUR DU CITOYEN
RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC
RÉGIE DE L'ÉNERGIE
RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX
RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES
RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
RÉSEAU DE TRANSPORT DE LA CAPITALE
RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisition gouvernementales (CAG) et de l'ITQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUEBEC
CENTRALE DE CHAUFFAGE S.E.N.C.
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE LA CÔTE-NORD
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE LA RIVE-SUD
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE L'ESTRIE
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE L'OUTAOUAIS
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE MONTRÉAL
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE QUÉBEC
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE LAURENTIDES-LANAUDIÈRE
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE MAURICIE-CENTRE-DU-QC
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES
CENTRE DE LA FRANCOPHONIE DES AMÉRIQUES
COMITE DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE
COMMISSAIRE À LA LANGUE FRANCAISE
COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION
COMMISSAIRE À LA SANTÉ ET AU BIEN-ÊTRE
COMMISSAIRE AU LOBBYISME DU QUÉBEC
COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION
COMMISSION DE LA CAPITALE-NATIONALE DU QUÉBEC
COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
COMMISSION DE L'ÉTHIQUE EN SCIENCE ET EN TECHNOLOGIE
INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC
INSTITUT DE TECHNOLOGIE AGROALIMENTAIRE DU QUÉBEC
INSTITUT DE TOURISME ET D'HOTELLERIE DU QUÉBEC
INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE DU QUÉBEC
INSTITUT NATIONAL DES MINES
INSTITUT NATIONAL D'EXCELLENCE EN SSS
INSTITUT DE RECHERCHE ET DÉV. EN AGROENVIRONNEMENT
INVESTISSEMENT QUÉBEC
FINANCIERE AGRICOLE DU QUÉBEC
MINISTÀRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS
MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITE ET DU NUMÉRIQUE
MINISTÈRE DE LA FAMILLE
MINISTÈRE DE LA JUSTICE
MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANCAISE
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
MINISTÈRE DE LA SÉCURITE PUBLIQUE
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE., DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION
MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION
MINISTÈRE DES FINANCES
RÉSEAU DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN - EXO
RÉSEAU D'INFORMATIONS SCIENTIFIQUES DU QUÉBEC
RETRAITE QUÉBEC
REXFORÊT
SECRÉTARIAT À LA CAPITALE-NATIONALE
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
SOCIÉTÉ DE DEVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES
SODEC
SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTREAL
SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DE TÉLÉDIFFUSION DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LÉVIS
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE L'OUTAOUAIS
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE SHERBROOKE
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE TROIS-RIVIÈRES
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DU SAGUENAY
SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ D'HABITATION ET DE DÉVELOPPEMENT DE MTL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisition gouvernementales (CAG) et de l'ITQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

COMMISSION DE PROTECTION DU TERRITOIRE AGRICOLE DU QC
COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DE LA JEUNESSE
COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL
COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES
COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC
COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC
COMMISSION DES NORMES, ÉQUITE, SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL
COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES
CONSEIL CRIS-QUÉBEC SUR LA FORESTERIE
CONSEIL DE GESTION DE L'ASSURANCE PARENTALE
CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
CONSEIL DE LA MAGISTRATURE
CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC
CONSEIL DU PATRIMOINE CULTUREL DU QUÉBEC
CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DU BAS-ST-LAURENT-GASPÉSIE
CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC

MINISTÈRE DES RELATIONS NTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE
MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DES FORÊTS
MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE
MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
MINISTÈRE DU TOURISME
MINISTÈRE DU TRAVAIL
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, CH. CLIM., FAUNE ET PARCS
MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN DE MONTRÉAL
MUSÉE DE LA CIVILISATION
MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC
OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR
OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU CHASSEURS PIÉGEURS CRIS
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC
OFFICE D'HABITATION DRUMMOND
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE LÉVIS
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE LONGUEUIL
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTRÉAL
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE TROIS-RIVIÈRES

SOCIÉTÉ DU CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC
SOCIÉTÉ DU GRAND THÉÂTRE DE QUÉBEC
SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL
SOCIÉTÉ DU P. INDUSTRIEL ET PORTUAIRE DE BÉCANCOUR
SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU
SOCIÉTÉ DU PLAN NORD
SOCIÉTÉ PARC-AUTO DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ QC. DE RÉCUPÉRATION ET DE RECYCLAGE
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DU CANNABIS
SÛRETÉ DU QUÉBEC
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS FINANCIERS
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU LOGEMENT
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL
VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC

RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

ACCUEIL DU RIVAGE INC.
ASS. CAN. PR SANTÉ MENTALE SAGUENAY - ADMINISTRATION
ASSOCIATION DES RADIOLOGISTES DU QUÉBEC (ARQ)

CISSS DE LA CÔTE-NORD
CISSS DE LA GASPÉSIE
CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

MAISON ALBATROS
MAISON DES AINÉ(E)S DE SAINT-TIMOTHÉE INC.
MAISON DES TROIS-COLOMBES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisition gouvernementales (CAG) et de l'ITQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

BELLE RIVE, VILLA
BUANDERIE CENTRALE DE MONTRÉAL
C.A. LES CÈDRES
CARREFOUR PROVIDENCE
CENTRE BOOTH, ARMÉE DU SALUT
CENTRE D'ACCUEIL MARCELLE-FERRON
CENTRE D'ACCUEIL SAINT-JOSEPH DE LÉVIS INC.
CENTRE DE COMMUNICATION SANTÉ DES CAPITALES
CENTRE DE COMMUNICATION SANTÉ L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE
CENTRE DE COMMUNICATION SANTÉ MCQ
CENTRE DE COMMUNICATION SANTÉ MTR - GROUPE ALERTE SANTÉ
CENTRE DE SANTÉ INUULITSIVIK
CENTRE DE SANTÉ TULATTAVIK DE L'UNGAVA
CENTRE D'HÉBERGEMENT DU BOISE
CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-FRANCOIS INC.
CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-JEAN-EUDES INC.
CENTRE D'INFORMATION ET D'ACTION SOCIALE DE L'OUTAOUAIS
CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE
CENTRE LE CARDINAL
CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL
CH KATERI MEMORIAL TEHSAKOTITSEN
CHIRURGIE DIX30
CHSLD AGE3 INC
CHSLD BAYVIEW
CHSLD BOURGET
CISSS DE LANAUDIÈRE
CISSS DE LAVAL
CISSS DE L'OUTAOUAIS
CISSS DES ÎLES
CISSS DES LAURENTIDES
CISSS DU BAS ST-LAURENT
CISSS MONTÉRÉGIE-CENTRE
CISSS MONTÉRÉGIE-EST
CISSS MONTÉRÉGIE-OUEST
CIUSSS CENTRE OUEST DE L'ÎLE DE MONTRÉAL
CIUSSS CENTRE-SUD DE L'ÎLE DE MONTRÉAL
CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE - SIÈEGE SOCIAL
CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DE L'ESTRIE - CHUS
CIUSSS DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN
CIUSSS MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC - SIÈEGE SOCIAL
CIUSSS NORD DE L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS OUEST DE L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CLINIQUE COMMUNAUTAIRE POINTE-ST-CHARLES
CONSEIL CRI SSS BAIE-JAMES
CONSEIL DE LA NATION HURONNE-WENDAT
CORP. DES PARTENAIRES PR LES COMMUNICATIONS SANTÉ LL
CORPORATION DE SERVICES MALLET
CORPORATION D'HÉBERGEMENT DU QUÉBEC
CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ
COUP DE MAIN MAURICIE
MAISON DESJARDINS DE SOINS PALLIATIFS DU KRTB
MAISON EN SOINS PALLIATIFS ADHÉMAR DION
MAISON JÉSUS-MARIE, CORPORATION
MAISON MARIE-ÉLISABETH
MAISON MARIE-PAGÉ
MAISON MICHEL-SARRAZIN (LA)
MAISON RENÉ-VERRIER
MAISON-MÈRE DES SOEURS DE LA MISÉRICORDE
MANOIR OKA INC.
MANOIR SOLEIL INC.
MANOIR ST-PATRICE INC.
PACT DE RUE
PARTAGEC INC. / BUANDERIE
PAVILLON BELLEVUE INC.
PAVILLON ST-ARNAUD INC.
PIGNON BLEU LA MAISON POUR GRANDIR
PLACEMENT M.G.O. INC. - RÉSIDENCE DU BONHEUR
PRÉ-FIX
RÉGIE RÉGIONALE DE LA SSS DU NUNAVIK
RÉSIDENCE ANGELICA
RÉSIDENCE BERTHIAUME DU TREMBLAY
RÉSIDENCE BON SECOURS
RÉSIDENCE CARDINAL-VACHON
RÉSIDENCE NOTRE-DAME RICHELIEU
RÉSIDENCE RIVIERA
RÉSIDENCE SOREL-TRACY INC.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisition gouvernementales (CAG) et de l'ITQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

CHSLD BUSSEY
CHSLD CÔTÉ-JARDINS INC.
CHSLD DE GRANBY
CHSLD DE LA CÔTE BOISÉE
CHSLD DE LA RIVE – PRODIMAX
CHSLD DE LAVAL
CHSLD DE SAINTE-CATHERINE
CHSLD DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
CHSLD DES PATRIOTES
CHSLD DU BOISÉ SAINTE-THÉRÈESE
CHSLD DU MANOIR-DE-L'OUEST-DE-L'ÎLE
CHSLD L.-B.-DESJARDINS INC.
CHSLD PROVIDENCE NOTRE-DAME-DE-LOURDES INC.
CHSLD PROVIDENCE-SAINT-JOSEPH INC
CHSLD SAINT-FRANCOIS INC.
CHSLD SAINT-LAMBERT SUR-LE-GOLF
CHSLD WALDORF S.E.C.
CHSLD WALES INC.
CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL
CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES
CRSSS DE LA BAIE-JAMES - CENTRE ADMINISTRATIF
DIRECTION DES ASSURANCES DU RÉSEAU DE LA SANTÉ
EASM - LES SOEURS DE SAINTE-ANNE DU QUÉBEC
FOYER SAINTS-ANGES DE HAM-NORD INC.
GROUPE CHAMPLAIN – MONTRÉAL
GROUPE CHAMPLAIN - QUÉBEC – ESTRIE
GROUPE CHAMPLAIN INC. - OUTAOUAIS - LL - MONTÉRÉGIE
GROUPE ROY SANTÉ INC.
GROUPE SANTÉ ARBEC
HÉMA-QUÉBEC
HOPITAL MARIE-CLARAC DES SOEURS DE CHARITÉ DE STE-MARIE
HÔPITAL SAINTE-MONIQUE INC.
HÔPITAL SHRINERS POUR ENFANTS
INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL
INSTITUT DE RECHERCHES CLINIQUES DE MONTRÉAL
INSTITUT NATIONAL DE PSYCHIATRIE LÉGALE PHILIPPE PINEL
INSTITUT UNIV. CARD. ET PNEUM. DE QUÉBEC - UNIV. LAVAL
LA CHAMPENOISE, CORP. NOTRE-DAME DU BON-SECOURS
LE MANOIR HARWOOD INC.
LES AUGUSTINES DE LA MISÉRICORDE DE JÉSUS
RRAC - ÉPICERIE COMMUNAUTAIRE LE GARDE MANGER
RRAC - ÉPICERIE HALTE-TERNATIVE
RRAC - SERVICE ALIMENTAIRE LA RECETTE
SANTÉ COURVILLE INC. - INSTITUT WATERLOO
SANTÉ COURVILLE INC. – LAVAL
SERCOVIE INC.
SERVICES DE LA SANTÉ M.I.C.
SOCIÉTÉ DE SOINS PALLIATIFS À DOMICILE DU GRAND MTL
SOLIDARITÉ DE PARENTS DE PERSONNES HANDICAPÉES
SPECTRE DE RUE
SQUARE ANGUS - SOEURS GRISES DE MONTRÉAL
TECHNOCENTRE/AGENCE DE MTL (RÉGION 6)
UDI SIDA (CACTUS)
VIGI SANTÉ LIMITÉE – ESTRIE
VIGI SANTÉ LIMITÉE – MONTRÉAL
VIGI SANTÉ LIMITÉE – QUÉBEC
VIGI SANTÉ LIMITÉE - SECTEUR OUEST
VIGI SANTÉ LIMITÉE- MCQ - LES CHUTES
VILLA MEDICA INC.

RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

ACADÉMIE LOUIS-PASTEUR
CENTRE DE SERV. SCOLAIRE DE KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-LAURENTIDES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES
COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE BELLECHASSE
COLLÈGE LETENDRE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisition gouvernementales (CAG) et de l'ITQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

CENTRE DE SERV. SCOLAIRE DE LA VALLÉE-DES-TISSERANDS
CENTRE DE SERV. SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS
CENTRE DE SERV. SCOLAIRE DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE AU COEUR-DES-VALLÉES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE CHARLEVOIX
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA BAIE-JAMES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA BEAUCE-ETCHEMIN
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA CAPITALE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA CÔTE-DU-SUD
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA JONQUIÈRE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA MOYENNE-CÔTE-NORD
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ÎLE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RÉGION-DE-SHERBROOKE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVERAINE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LAVAL
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'OR-ET-DES-BOIS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTRÉAL
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE PORTNEUF
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE ROUYN-NORANDA
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE SAINT-HYACINTHE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE SOREL-TRACY
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES AFFLUENTS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES APPALACHES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTS-CANTONS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES ÎLES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES LAURENTIDES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES MONTS-ET-MARÉES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES NAVIGATEURS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PATRIOTES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PHARES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PREMIERES SEIGNEURIES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES SAMARES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES SOMMETS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES TROIS-LACS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES-MILLE-ÎLES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU CHEMIN-DU-ROY
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU FER
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU FLEUVE-ET-DES-LACS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-ABITIBI
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-SAINT-JEAN
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-TEMISCAMINGUE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LITTORAL
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU PAYS-DES-BLEUETS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU VAL-DES-CERFS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE HARRICANA
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARIE-VICTORIN
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE RENÉ-LÉVESQUE
COLLÈGE MONT-SACRÉ-cœur
COLLÈGE SAINT-BERNARD
COLLÈGE SAINT-HILAIRE
COLLÈGE SAINT-PAUL
COLLÈGE ST-JEAN-VIANNEY
COMITÉ DE GESTION TAXE SCOLAIRE ÎLE DE MTL – CGTSIM
COMMISSION SCOLAIRE CENTRALE QUÉBEC
COMMISSION SCOLAIRE CRIE
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN SHORES
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN TOWNSHIPS
COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTREAL
COMMISSION SCOLAIRE KATIVIK
COMMISSION SCOLAIRE LESTER-B.-PEARSON
COMMISSION SCOLAIRE NEW FRONTIERS
COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE
COMMISSION SCOLAIRE SIR-WILFRID-LAURIER
COMMISSION SCOLAIRE WESTERN QUÉBEC
CONSEIL DE L'ÉDUCATION DU LAC-SIMON
CONSEIL EN ÉDUCATION DES PREMIERES NATIONS
ÉCOLE NATIONALE DE CIRQUE
ÉCOLE VANGUARD
ÉDUCATION INTERNATIONALE
FÉDÉRATION DES CÉGEPS
FÉDÉRATION DES CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES
FÉDÉRATION DES ÉTA. D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS
INSTITUT TSHAKAPESH

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisition gouvernementales (CAG) et de l'ITQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES BOIS-FRANCS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES CHÊNES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES CHIC-CHOCS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES DÉCOUVREURS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES DRAVEURS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES GRANDES-SEIGNEURIES

COLLECTO[1]
COLLÈGE DE L'ASSOMPTION
COLLÈGE DE MONTRÉAL
COLLÈGE DU MONT-SAINTE-ANNE
COLLÈGE DUROCHER SAINT-LAMBERT
COLLÈGE JEAN DE LA MENNAIS

LEARN QUÉBEC
RÉSEAU INTERCOLLÉGIAL DES ACT. SOCIOCULTURELLES
SÉMINAIRE SAINT-FRANCOIS
SOCIÉTÉ GRICS
SRAM
TABLE DES RES. DE L'ÉDUC. DES ADULTES DU QUÉBEC

RÉSEAU DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

BIOPTERRE
BUREAU DE COOPÉRATION INTERUNIVERSITAIRE
CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY
CCTT EN OPTIQUE-PHOTONIQUE OPTECH
CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU
CÉGEP BEAUCE-APPALACHES
CÉGEP D'AHUNTSIC
CÉGEP DE BAIE-COMEAU
CÉGEP DE BOIS-DE-BOULOGNE
CÉGEP DE CHICOUTIMI
CÉGEP DE DRUMMONDVILLE
CÉGEP DE GRANBY
CÉGEP DE JONQUIÈRE
CÉGEP DE LA GASPESIE ET DES ÎLES
CÉGEP DE LA POCATIÈRE

CÉGEP DE SOREL-TRACY
CÉGEP DE ST-FÉLICIEN
CÉGEP DE THETFORD
CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES
CÉGEP DE VALLEYFIELD
CÉGEP DE VICTORIAVILLE
CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL
CÉGEP ÉDOUARD MONTPETIT
CÉGEP GARNEAU
CÉGEP GÉRALD-GODIN
CÉGEP HÉRITAGE
CÉGEP JOHN ABBOTT
CÉGEP LIMOILOU
CÉGEP LIONEL-GROULX
CÉGEP MARIE-VICTORIN

COLLÈGE MULTIHEXA SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN
COLLÈGE O-SULLIVAN DE QUÉBEC
COLLÈGE SALETTE
CTR EN IMAGERIE NUMÉRIQUE ET MÉDIAS INTERACTIFS
ÉCOLE DES ARTS NUMÉRIQUES
ÉCOLE PIVAUT MONTRÉAL INC.
MÉCANIUM INC.
RÉFORMAR
SÉMINAIRE DE SHERBROOKE
ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
UNIVERSITÉ - TÉLÉ-UNIVERSITÉ - TÉLUQ
UNIVERSITÉ BISHOP'S

[1] Collecto est un organisme de services regroupés en éducation au Québec. Lors de la création du CAG, l'équipe responsable des regroupements d'achats chez Collecto s'est jointe aux 3 GAC santé et au CSPQ. Collecto existe toujours et assure toujours plusieurs services pour le réseau de l'enseignement supérieur.

CAG

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisition gouvernementales (CAG) et de l'ITQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
CÉGEP DE LÉVIS
CÉGEP DE L'OUTAOUAIS
CÉGEP DE MAISONNEUVE
CÉGEP DE MATANE
CÉGEP DE RIMOUSKI
CÉGEP DE RIVIÈRE-DU-LOUP
CÉGEP DE ROSEMONT
CÉGEP DE SAINTE-FOY
CÉGEP DE SAINT-HYACINTHE
CÉGEP DE SAINT-JÉROME
CÉGEP DE SAINT-LAURENT
CÉGEP DE SEPT-ÎLES
CÉGEP DE SHAWINIGAN
CÉGEP DE SHERBROOKE
CÉGEP MONTMORENCY
CÉGEP RÉGIONAL CHAMPLAIN
CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIERE
CÉGEP SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET (1973) INC.
COLLÈGE BART (1975)
COLLÈGE CANADA
COLLÈGE D'ALMA
COLLÈGE DAWSON
COLLÈGE JEAN-DE-BREBEUF
COLLÈGE LAFLÈCHE
COLLÈGE LASALLE
COLLÈGE MARIANOPOLIS
COLLÈGE MARSAN
COLLÈGE MERICI
UNIVERSITÉ CONCORDIA
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC È CHICOUTIMI
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS - UQO
UNIVERSITÉ HEC MONTRÉAL
UNIVERSITÉ LAVAL
UNIVERSITÉ MCGILL
VANIER COLLEGE
VESTECHPRO

MUNICIPALITÉS

ADMINISTRATION RÉGIONALE DE KATIVIK
AGENCE DE MOBILITÉ DURABLE
CANTON DE LOW
CANTON DE SHEFFORD
COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL
CONSEIL DE LA PRÈMIERE NATION ABITIBIWINNI
MRC D'ARGENTEUIL
MRC D'AUTRAY
RÉGIE DE POLICE DU LAC DES DEUX-MONTAGNES
RÉGIE INCENDIE DE L'ALLIANCE DES GRANDES-SEIGNEURIES
RÉGIE INTERMUNICI. GEST. DÉCHETS CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE
RÉGIE INTERMUNICIP. SÉCUR. INCENDIE VALLÉE-DU-RICHELIEU
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE L'EAU VALLÉE-DU-RICHELIEU
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE RICHELIEU-SAINT-LAURENT
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE ROUSSILLON
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE THÉRÈSE-DE-BLAINVILLE
VILLE DE MONTRÉAL
VILLE DE MONTRÉAL-EST
VILLE DE MONT-ROYAL
VILLE DE MONT-SAINT-HILAIRE
VILLE DE NOTRE-DAME-DE-L'ILE-PERROT
VILLE DE PASPEBIAC
VILLE DE PERCÉ
VILLE DE POINTE-CLAIRE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisition gouvernementales (CAG) et de l'ITQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

MRC DE DRUMMOND
MRC DE LA HAUTE-CÔTE-NORD
MRC DE LA JACQUES-CARTIER
MRC DE LA VALLÉE DE LA GATINEAU
MRC DE LA VALLÉE DE L'OR
MRC DE LOTBINIÈRE
MRC DE MARIA-CHAPDELAINE
MRC DE MONTCALM
MRC DE ROUVILLE
MRC DES COLLINES-DE-L'OUTAOUAIS
MRC LA HAUTE-YAMASKA
MUNICIPALITÉ D'ASCOT CORNER
MUNICIPALITÉ DE CANTLEY
MUNICIPALITÉ DE CHENEVILLE
MUNICIPALITÉ DE CHUTE-AUX-OUTARDES
MUNICIPALITÉ DE DESCHAMBAULT-GRONDINES
MUNICIPALITÉ DE DUHAMEL
MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE SAINTE-ANNE-DES-LACS
MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE SAINTE-MARIE-MADELEINE
MUNICIPALITÉ DE L'ANGE-GARDIEN
MUNICIPALITÉ DE PETITE-RIVIÈRE-SAINT-FRANCOIS
MUNICIPALITÉ DE RIPON
MUNICIPALITÉ DE ROUGEMONT
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ANICET
MUNICIPALITÉ DE SAINT-BARNABE
MUNICIPALITÉ DE SAINT-CALIXTE
UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC
VILLE D'ALMA
VILLE DE BAIE-COMEAU
VILLE DE BAIE-SAINT-PAUL
VILLE DE BEAUHARNOIS
VILLE DE BÉCANCOUR
VILLE DE BELOEIL
VILLE DE BLAINVILLE
VILLE DE BOISBRIAND
VILLE DE BOIS-DES-FILION
VILLE DE BOUCHERVILLE
VILLE DE BROMONT
VILLE DE BROSSARD
VILLE DE CANDIAC
VILLE DE CARIGNAN
VILLE DE CHAMBLY
VILLE DE CHÂTEAUGUAY
VILLE DE COATICOOK
VILLE DE CÔTE SAINT-LUC
VILLE DE CÔTEAU-DU-LAC
VILLE DE DELSON
VILLE DE DOLBEAU-MISTASSINI
VILLE DE DOLLARD-DES ORMEAUX
VILLE DE DORVAL
VILLE DE DRUMMONDVILLE
VILLE DE GATINEAU
VILLE DE PONT-ROUGE
VILLE DE QUÉBEC
VILLE DE REPENTIGNY
VILLE DE RIMOUSKI
VILLE DE RIVIÈRE-DU-LOUP
VILLE DE ROBERVAL
VILLE DE ROSEMÈRE
VILLE DE SAGUENAY
VILLE DE SAINT-AUGUSTIN-DE-DESMAURES
VILLE DE SAINT-BASILE-LE-GRAND
VILLE DE SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE
VILLE DE SAINT-CONSTANT
VILLE DE SAINTE-ADÈLE
VILLE DE SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE
VILLE DE SAINTE-BRIGITTE-DE-LAVAL
VILLE DE SAINTE-CATHERINE
VILLE DE SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER
VILLE DE SAINTE-JULIE
VILLE DE SAINTE-MARIE
VILLE DE SAINTE-MARTHE-SUR-LE-LAC
VILLE DE SAINTE-THÉRÈSE
VILLE DE SAINT-EUSTACHE
VILLE DE SAINT-GEORGES
VILLE DE SAINT-HYACINTHE
VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
VILLE DE SAINT-JEROME

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17 – Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CAG

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du Centre d'acquisition gouvernementales (CAG) et de l'ITQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.

MUNICIPALITÉ DE SAINTE-JUSTINE-DE-NEWTON
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-LUCIE-DES-LAURENTIDES
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-MARTHE
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-MARTINE
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-SOPHIE
MUNICIPALITÉ DE SAINT-GEDEON
MUNICIPALITÉ DE SAINT-HIPPOLYTE
MUNICIPALITÉ DE SAINT-HUGUES
MUNICIPALITÉ DE SAINT-JEAN-BAPTISTE
MUNICIPALITÉ DE SAINT-MARCELLIN
MUNICIPALITÉ DE SAINT-MARC-SUR-RICHELIEU
MUNICIPALITÉ DE SAINT-PLACIDE
MUNICIPALITÉ DE SAINT-VALLIER
MUNICIPALITÉ DE TRING-JONCTION
MUNICIPALITÉ DE VAL-DES-MONTS
MUNICIPALITÉ DE VERCHÈRES
MUNICIPALITÉ DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE
MUNICIPALITÉ D'OKA
MUNICIPALITÉ DU CANTON DE HARRINGTON
MUNICIPALITÉ D'UPTON
RÉGIE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX DE VALLÉE-DU-RICHELIEU
RÉGIE D'AQUEDUC INTERMUNICIPALE DES MOULINS
RÉGIE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES - MANICOUAGAN
VILLE DE GRANBY
VILLE DE GRANDE-RIVIÈRE
VILLE DE HAMPSTEAD
VILLE DE KIRKLAND
VILLE DE LA MALBAIE
VILLE DE LA PRAIRIE
VILLE DE LAC-BROME
VILLE DE LACHUTE
VILLE DE L'ANCIENNE-LORETTE
VILLE DE L'ASSOMPTION
VILLE DE LAVAL
VILLE DE LAVALTRIE
VILLE DE LÉVIS
VILLE DE L'ÎLE-PERROT
VILLE DE LONGUEUIL
VILLE DE LORRAINE
VILLE DE MAGOG
VILLE DE MARIEVILLE
VILLE DE MASCOUCHE
VILLE DE MATANE
VILLE DE MERCIER
VILLE DE MIRABEL
VILLE DE MONT-LAURIER
VILLE DE SAINT-LAMBERT
VILLE DE SAINT-LAZARE
VILLE DE SAINT-REMI
VILLE DE SAINT-SAUVEUR
VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
VILLE DE SEPT-ILES
VILLE DE SHAWINIGAN
VILLE DE SHERBROOKE
VILLE DE SOREL-TRACY
VILLE DE SUTTON
VILLE DE TERREBONNE
VILLE DE THETFORD MINES
VILLE DE TROIS-RIVIÈRES
VILLE DE VARENNES
VILLE DE VAUDREUIL-DORION
VILLE DE VICTORIAVILLE
VILLE DE WESTMOUNT
VILLE D'ESTEREL
VILLE D'HUDSON
VILLE D'OTTERBURN PARK
VILLE LA PÊCHE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 18 – % d'utilisation des M/O - offre permanente

Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes de l'offre permanente du CAG pour 2023-2024.

Pour être compté, un ministère ou organisme doit participer à au moins un contrat négocié par le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG).

Le pourcentage d'utilisation représente la proportion des organismes qui participe à au moins un contrat par rapport au total.

Réseau	Type d'établissement	Nombre d'établissements	Nombre de participants	Pourcentage d'utilisation
Ministères et organismes	Ministères	23	23	100 %
	Organismes budgétaires	27	27	100 %
	Organismes non budgétaires	53	53	100 %
	Entreprises du gouvernement et filiales	7	7	100 %
	Assemblée nationale	6	6	100 %
	Autres organismes	44	44	100 %
	Total	**160**	**160**	**100 %**
Réseau de la santé et des services sociaux	CHU	13	13	100 %
	CISSS	9	9	100 %
	CIUSSS	5	5	100 %
	CHSLD privés conventionnés	4	4	100 %
	Établissements du Nord du Québec	48	48	100 %
	Instituts	3	3	100 %
	Autres organismes	64	64	100 %
	Total	**146**	**146**	**100 %**
Réseau de l'éducation	Centres de services scolaires	72	72	100 %
	Écoles privées	121	16	13 %
	Autres organismes	24	14	58 %
	Total	**217**	**102**	**47 %**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 18 – % d'utilisation des M/O - offre permanente

Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes de l'offre permanente du CAG pour 2023-2024.

Réseau	Type d'établissement	Nombre d'établissements	Nombre de participants	Pourcentage d'utilisation
Réseau de l'enseignement supérieur	Collégial privé	19	15	79 %
	Collégial public	53	53	100 %
	Universités	18	18	100 %
	Autres organismes	4	4	100 %
	Total	**94**	**90**	**96 %**
	GRAND TOTAL	**617**	**498**	**81 %**

Réseau	Types d'établissement	Nombre d'établissements	Nombre de participants	Pourcentage d'utilisation
Réseau municipal	Municipalités	**1 160**	**169**	**15 %**

Les données présentées couvrent la période du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoient rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.

À la suite de la sanction et de l'entrée en vigueur de la *Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales* (CAG), le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) a été dissous le 1er septembre 2020.

Le 1er décembre 2020, 4 arrêtés ministériels, pris respectivement par la présidente du Conseil du trésor, le ministre de la Santé et des Services sociaux, le ministre de l'Éducation et la ministre de l'Enseignement supérieur, sont entrés en vigueur. Ces arrêtés ministériels identifient les biens et services pour l'acquisition desquels les organismes publics, dont ceux des réseaux visés, doivent recourir au Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG).

1 - Liste des biens et services pour l'acquisition desquels les <u>organismes publics doivent recourir exclusivement au CAG</u>

<u>BIENS</u>

Papeterie et fournitures de bureau

Fournitures de bureau	Toutes les fournitures de bureau dont un organisme public a besoin pour son fonctionnement. Exemples : les crayons, les articles de classement, les agrafeuses, les mallettes, les articles de bureau et de correspondance, les enveloppes, etc.
Papier pour photocopieurs et imprimantes	Tous les produits de papier pour photocopieurs et imprimantes, notamment ceux contenant 50 % ou 100 % de fibres post-consommation, certifiés FSC (Forest Stewardship Council), Écologo et procédés sans chlore.

Équipements de transport et combustibles

Location de véhicules automobiles	Location de véhicules automobiles à la journée, à la semaine ou au mois pour des besoins à court terme (un an et moins). Voitures de tourisme, camionnettes ou fourgonnettes.
Achat de véhicules légers	Voitures, véhicules utilitaires, camionnettes, fourgons et fourgonnettes, à traction 4 X 2 ou 4 X 4, comprenant les groupes motopropulseurs à essence régulière ou diesel ainsi que des véhicules hybrides et électriques.
Pneus neufs, rechapés et remoulés	Pneus neufs, rechapés et remoulés, pneumatiques et chambres à air pour les véhicules légers.
Carburant en vrac et huile à chauffage	Livraison de produits pétroliers en vrac comme le mazout et l'huile à chauffage.

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoient rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.

SERVICES

Transport

Transport des personnes par train	Classes économique et affaires.
Transport des personnes par autocar	Corridor Montréal-Québec.

Divers

Service de courtage et d'information en T.I.	Services-conseils spécialisés de courtage et d'information en TI permettant de rendre disponibles aux organismes publics une veille et des conseils stratégiques concernant les projets en TI de ces derniers.

2 - Liste des biens et services pour l'acquisition desquels les organismes publics, relevant de la responsabilité du ministre de l'Éducation, doivent recourir exclusivement au CAG

Type	Description
Robotique	Robots qualifiés en fonction de critères pédagogiques
Laboratoire créatif (de type Fab Lab)	Microcontrôleurs (à la pièce ou trousse à assembler) Nano-ordinateurs
Équipements numériques (supportant la robotique, le laboratoire créatif et les applications pédagogiques)	Tablettes éducatives (Android, iOS et Windows) qualifiées en fonction de critères pédagogiques
	Biens innovants

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoient rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.

Produits à caractéristiques spécifiques émergents	Selon les produits soumis à l'avis de qualification
Laboratoire créatif (de type Fab Lab)	Imprimantes 3D Traceurs de découpe de vinyle Casques de réalité virtuelle Systèmes électroniques Tablettes graphiques
Équipements numériques (supportant la robotique et le laboratoire créatif)	Portables tactiles (standards, intermédiaires ou avancés) Miniportables de base non tactiles Miniportables intermédiaires (convertibles 2 en 1) Portables infonuagiques tactiles (convertibles 2 en 1) Portables infonuagiques (Chromebooks, Windows) Accessoires pour les équipements (chariots de recharge)

3 - Liste des biens et services pour l'acquisition desquels les organismes publics relevant de la responsabilité de la <u>ministre de l'Enseignement supérieur</u> doivent recourir exclusivement au CAG

Type	Description
Services informatiques pour des importations de nouvelles bases de données au progiciel VFA	Importation des données recueillies à la suite des audits immobiliers réalisés auprès des cégeps
Audits immobiliers	Les audits sont réalisés selon les critères établis par les 48 cégeps et convenus au devis lors de la conclusion du contrat. Une approche commune et comparable d'un cégep à l'autre est essentielle.

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoient rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.

4 - Liste des biens et services pour l'acquisition desquels les organismes publics, relevant de la responsabilité du ministre de la Santé et des services sociaux, doivent recourir exclusivement au CAG

Type	Description
Fournitures générales de soins	Matériel de soins Contenant et cueillette des matières dangereuses Équipements et fournitures d'aide à la vie quotidienne Gaz médicaux en vrac et cylindré Matériel de stérilisation Électrodes Produits d'incontinence Bas élastiques et jambières de compression Gants d'examen Aiguilles et seringues Matelas pour soutien à domicile Produits soins respiratoires généraux Produits de perfusion et hypodermiques Kits et plateaux de soins Dispositifs d'accès veineux périphériques Surface d'appui Produit de retraitement (URDM) et désinfectant de surface Sacs hygiéniques Contenants jetables pour déchets biomédicaux

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoient rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.	
	Soins de plaies avancés Matériel de thérapie respiratoire
Bloc opératoire	Matériel de succion Champs opératoires et ensembles personnalisés Produits d'anesthésie respiratoire Agents hémostatiques et colles chirurgicales Petits instruments – Caisson, ophtalmo, thoracique Petit instruments – Scopie
Fournitures de laboratoire et d'imagerie médicale	Réactifs en banque de sang Produits sanguins labiles Produits sanguins stables et de remplacement Milieux de culture préparés, fournitures de microbiologie, glucomètres, fournitures, logiciel de contrôle de qualité Fournitures de laboratoire – Optilab Milieux de culture Tubes à prélèvement Autopiqueurs et lancettes Baryum et accessoires Solutions opacifiantes et accessoires Fournitures d'hématologie et de biochimie
Acquisitions en pharmaceutiques	Contrôle environnemental – Pharmacie – Laboratoire Fabrazyme – Enzymes de remplacement Produits biologiques (méningites) Gaz anesthésiants Médicaments – Générique Distribution de produits pharmaceutiques

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 19 – Services partagés obligatoires - réseaux et MO

Liste des services partagés obligatoires pour (i) les ministères et organismes publics et (ii) les réseaux de l'éducation et de la santé, ainsi que les services que le CAG et l'ITQ prévoient rendre obligatoires au cours des trois prochaines années.	
	Distribution centralisée des médicaments Services professionnels – Pharmacien – Conseil Produits biologiques Produits biologiques *Haemophilus influenzae B*
Dispositifs médicaux	Lève patient Lits médicaux

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 20 – Contrats octroyés CAG

Pour les trois dernières années, les valeurs et nombres de contrats octroyés par le CAG et l'ITQ. Ventiler par type de fournisseurs et par mode d'octroi (appel d'offres public, appel d'offres sur invitation, et gré à gré).

2023-2024*

Nombre de dossiers et valeur des contrats**

Mode de sollicitation	Nombre de contrats	Montant (avec renouvellement)	% du montant
Appels d'offres publics	78	3 229 679 987,57 $	85,6 %
Appels d'offres sur invitation	1	1 565 571,00 $	0,04 %
Contrats de gré à gré	35	484 458 712,52 $	12,8 %
Contrats en achats mandatés	46	56 665 943,55 $	1,5 %
TOTAL	**160**	**3 772 370 214,64 $**	**100,0 %**

Type de contrats

Type de contrats	Nombre de contrats	Montant (avec renouvellement)	% du montant
Approvisionnement (biens)	123	2 883 664 399,23 $	76,4 %
Services	37	888 705 815,41 $	23,6 %
TOTAL	**160**	**3 772 370 214,64 $**	**100,0 %**

*Les données sont pour la période du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.
**Les montants représentent la valeur totale du contrat, incluant les renouvellements.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 20 – Contrats octroyés CAG

Pour les trois dernières années, les valeurs et nombres de contrats octroyés par le CAG et l'ITQ. Ventiler par type de fournisseurs et par mode d'octroi (appel d'offres public, appel d'offres sur invitation, et gré à gré).

2022-2023*

Nombre de dossiers et valeur des contrats**

Mode de sollicitation	Nombre de contrats	Montant (avec renouvellement)	% du montant
Appels d'offres publics	98	4 202 140 868,48 $	90,4 %
Appels d'offres sur invitation	6	24 400 388,40 $	0,5 %
Contrats de gré à gré	98	405 319 186,57 $	8,7 %
Contrats en achats mandatés	22	16 389 406,07 $	0,4 %
TOTAL	**224**	**4 648 249 849,52 $**	**100,0 %**

Type de contrats

Type de contrats	Nombre de contrats	Montant (avec renouvellement)	% du montant
Approvisionnement (biens)	186	3 446 293 587,49 $	74,1 %
Services	38	1 201 956 262,03 $	25,9 %
TOTAL	**224**	**4 648 249 849,52 $**	**100,0 %**

* Les données sont pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023.
**Les montants représentent la valeur totale du contrat, incluant les renouvellements.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 20 – Contrats octroyés CAG

Pour les trois dernières années, les valeurs et nombres de contrats octroyés par le CAG et l'ITQ. Ventiler par type de fournisseurs et par mode d'octroi (appel d'offres public, appel d'offres sur invitation, et gré à gré).

2021-2022*

Nombre de dossiers et valeur des contrats**

Mode de sollicitation	Nombre de contrats	Montant (avec renouvellement)	% du montant
Appels d'offres publics	89	2 525 514 783,00 $	62,1 %
Appels d'offres sur invitation	1	62 923,00 $	0,0 %
Contrats de gré à gré	405	1 513 935 523,00 $	37,2 %
Contrats en achats mandatés	62	26 848 492,00 $	0,7 %
TOTAL	**557**	**4 066 361 721,00 $**	**100,0 %**

Type de contrats

Type de contrats	Nombre de contrats	Montant (avec renouvellement)	% du montant
Approvisionnement (biens)	509	3 109 213 119,00 $	76,5 %
Services	48	957 148 602,00 $	23,5 %
TOTAL	**557**	**4 066 361 721,00 $**	**100,0 %**

* Les données sont pour la période du 1er avril 2021 au 28 février 2022.
**Les montants représentent la valeur totale du contrat, incluant les renouvellements.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 21 - Organismes et agences; membres CA

Pour l'année 2023-2024, indiquer : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur CV; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.
L'Autorité des marchés publics ne dispose pas de conseil d'administration. Dans le portefeuille Conseil du trésor et Administration gouvernementale, seule la Société québécoise des infrastructures dispose d'un conseil d'administration.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 22 – Nombre de demandes d'autorisation - AMP

Pour 2023-2024, le nombre d'entreprises ayant fait une demande d'autorisation à l'AMP.

Du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024

Nombre de demandes d'autorisation reçues
1 132

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 23 – Nombre d'autorisations données- AMP

Pour 2023-2024, le nombre d'entreprises ayant reçu une autorisation de l'AMP.

Du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

Nombre d'autorisations délivrées
1170

AMP

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 24 – Nombre d'autorisations refusées- AMP

Pour 2023-2024, le nombre d'entreprises s'étant vu refuser une autorisation par l'AMP. Préciser les motifs.

Du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

Motif	Nombre d'autorisations refusées
Problématiques fiscales	1
Non-conformités réglementaires en lien avec des normes de sécurité pour exploiter une ressource intermédiaire au réseau de la santé et services sociaux	1
Stratagème de prête-nom et fausses représentations pour contourner l'application de la Loi	1
Non divulgation à l'AMP du nom d'une personne liée au crime organisé, considérée comme un dirigeant ayant le contrôle, et avoir conclu un contrat public sous les seuils	1
TOTAL	**4**[1]

[1] Inscription au RENA en lien avec l'application du chapitre V.1 de la LCOP, Section III - Autorisation de contracter, art. 21.27

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 25 – Processus vérification RENA

Toutes les sommes dépensées afin d'améliorer les processus de vérification afin d'inscrire des entreprises au RENA.

2023-2024
0,00 $

AMP

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 26 – Nombre d'autorisations révoquées- AMP

Pour 2023-2024, le nombre d'entreprises dont l'autorisation a été révoquée par l'AMP. Préciser les motifs.

Du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

Motif	Nombre d'autorisations révoquées
Faux documents, non-respect répété des règles contractuelles, faux revenus déclarés, participation à soustraire des sommes d'argent d'une faillite	1
Problématiques fiscales, non-respect d'obligations légales envers un organisme public et ses fournisseurs, omission de répondre aux demandes de renseignement de l'AMP	1
Total	**2**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 27 – Délais de traitement - AMP

Pour 2023-2024, les délais de traitement pour l'octroi d'une autorisation par l'AMP.

Du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

Année 2023-2024	Délai de traitement pour une demande d'autorisation (jours)
Délai de traitement entre la réception de la demande et la transmission du dossier aux partenaires	76
Délai de traitement entre la transmission du dossier aux partenaires et la réception de leurs rapports	16
Délai de traitement entre la réception des documents des partenaires et l'émission de la décision : délai de vérification	25
Délai moyen total de traitement des demandes	**117**[1]

1. L'AMP a réduit le délai de traitement d'une demande d'autorisation par rapport aux années précédentes : 171 jours en 2022-2023 et 131 en 2021-2022.

L'année 2022 fut une année de transition avec le rapatriement des pouvoirs de vérifications de l'AMP en juin 2022. De nouveaux processus furent établis, notamment afin de réaliser des vérifications initiales de l'intégrité. L'AMP a aussi traité les dossiers transférés par l'UPAC lors de l'entrée en vigueur de la Loi 18.

La réduction du délai en 2023-2024 répond principalement à l'amélioration du processus de vérification d'intégrité, ce qui a permis de réduire le délai de vérification des partenaires et le délai de l'AMP pour l'émission de la décision.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 28 – Plaintes reçues - AMP

Pour 2023-2024, le nombre de plaintes reçues par l'AMP en ce qui concerne l'adjudication ou l'attribution de contrats publics. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat, visés et (ii) les ministères ou organismes publics visés.

Plaintes reçues par l'AMP (1er avril 2023 au 31 janvier 2024)

Nombre plaintes reçues	143[1]

[1] Augmentation du nombre de plaintes reçues par rapport au 2022-2023, qui a été de 128. Cela s'explique par le dépôt de 14 plaintes en lien avec un même appel d'offres public sur le service de la main d'œuvre indépendante par le réseau de la santé et des services sociaux et par le fait que l'AMP et son mandat sont de plus en plus connus.

Par type d'organisme	
Réseau de la santé et des services sociaux	56
Monde municipal	22
Réseau de l'éducation	25
Ministères / organismes	30
Sociétés de transport en commun	2
Sociétés d'État	3
Organismes non-assujettis	3
Ne concerne pas un organisme public	2
Total	**143**

Par nature de contrat	
Approvisionnement (biens)	46
Services professionnels	52
Travaux de construction	26
Services de nature technique	17
Hors-juridiction	2
Total	**143**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 29 – Délais de traitement - plaintes - AMP

Pour 2023-2024, les délais de traitement d'une plainte reçue par l'AMP.

Moyenne des délais de traitement des plaintes (période du 2023-04-01 au 2024-01-31)

Moyenne des délais de traitement des plaintes	
Délai à la suite de la réception des observations des OP	9 jours

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 30 – Interventions, vérifications et enquêtes - AMP

Pour 2023-2024, le nombre d'interventions, de vérifications et d'enquêtes par l'AMP en ce qui concerne l'adjudication ou l'attribution de contrats publics. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.

Nombre d'interventions, de vérifications et d'enquêtes par l'AMP réalisées et fermées - du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024

Nombre d'interventions, de vérifications et d'enquêtes fermées	**434**

Par nature de contrat	
Services de nature technique	95
Approvisionnement (biens)	99
Services professionnels	143
Travaux de construction	82
Autre	5
Multiple	8
Hors-Juridiction	2
Total	**434**

Par type d'organisme	
Monde municipal	122
Réseau de la santé et des services sociaux	120
Ministères / organismes	101
Réseau de l'éducation	74
Organismes non-assujettis	3
Sociétés d'État	5
Sociétés de transport en commun	4
Ne concerne pas un organisme public	5
Total	**434**

Dossiers fermés par type de d'intervention	
Plaintes	61
Cr art. 56	204
Intervention art. 53	46
Autre type	123
Total	**434**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 30 – Interventions, vérifications et enquêtes - AMP

Pour 2023-2024, le nombre d'interventions, de vérifications et d'enquêtes par l'AMP en ce qui concerne l'adjudication ou l'attribution de contrats publics. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.

Par motifs avérés	
Octroi d'un contrat à une entreprise non inscrite au REA lorsque requis	27
Exigences injustifiées ayant pour effet de réduire indûment la concurrence	18
Publication ou reddition inadéquate au SÉAO	16
Défaut de publier l'avis d'intention préalable requis	12
Non-conformité d'une clause des documents d'appel d'offres	9
Octroi non justifié d'un contrat en gré à gré au-dessus des seuils	6
Partialité du processus d'octroi du contrat	5
Fractionnement des besoins ou scission injustifiée des contrats	4
Absence de réponses ou réponses inadéquates aux questions fondées des soumissionnaires	4
Défaut d'évaluer adéquatement une soumission	3
Défaut d'avoir adjugé le contrat en conformité avec la règle d'adjudication prévue aux documents d'appel d'offres	3
Évaluation inadéquate des besoins	2
Défaut d'avoir respecté le mode d'adjudication applicable	2
Description inadéquate des spécifications techniques en termes de performance ou d'exigences fonctionnelles - Organismes municipaux	1
Octroi du contrat à un soumissionnaire non conforme ou inadmissible	1
Défaut de l'organisme public de veiller au respect des clauses contractuelles	1
Rejet non fondé d'une équivalence	1
Défaut de décrire les spécifications en termes de performance ou d'exigences fonctionnelles - Organismes municipaux	1
Publication inadéquate sur le site internet d'une municipalité	1
Description incomplète des besoins aux documents d'appel d'offres	1
Défaut de procéder à l'analyse d'une demande d'équivalence	1
Utilisation inadéquate du coût total d'acquisition	1
Indication erronée du délai pour porter plainte ou déposer une soumission	1
Abusif, frivole ou non fondé	256[1]
Autre motif	28
Aucun motif	29
Total	**434**

1. Cela inclut notamment l'ensemble de dossiers de plaintes, de communications de renseignements et de vérification et enquêté analysés et fermés non-fondées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 31 – Suspension ou résiliations - AMP

Pour 2022-2023, le nombre de contrats publics ou de processus d'adjudication ou d'attribution de contrat, pour lesquels des ordonnances ou des recommandations ont été données par l'AMP, ou qui ont été suspendus ou résiliés à la demande de l'AMP. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.

1. Contrats publics ou de processus d'adjudication ou d'attribution pour lesquels l'AMP a émis des ordonnances ou recommandations :

Nombre de contrats publics ou de processus d'adjudication ou d'attribution pour lesquels l'AMP a émis des ordonnances ou des recommandations	Nombre de recommandations	Nombre d'ordonnances	Suspension ou résiliation d'un contrat en cours d'exécution en vertu de l'article 29, par. 6 de la Loi sur l'Autorité des marchés publics
9[1]	7	1	0

[1] Deux processus d'adjudication ou d'attribution font l'objet d'une même recommandation.

Nature des contrats	Nombre
Approvisionnement (biens)	5
Services de nature technique	2
Services professionnels	2
Travaux de construction	0
Nature inconnue	0
Multiple	0
Total	**9**

Catégorie d'organismes	Nombre
Ministères/organismes	2
Réseau de l'éducation	0
Réseau de la santé et des services sociaux	2
Organismes non-assujettis	0
Sociétés d'État	0
Monde municipal	5
Sociétés de transport en commun	0
Ne concerne pas un organisme	0
Total	**9**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 31 – Suspension ou résiliations - AMP

Pour 2022-2023, le nombre de contrats publics ou de processus d'adjudication ou d'attribution de contrat, pour lesquels des ordonnances ou des recommandations ont été données par l'AMP, ou qui ont été suspendus ou résiliés à la demande de l'AMP. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.

Motifs des recommandations et ordonnances	Nombre
Absence d'avis d'intention lorsque requis	0
Absence de REA lorsque requis	1
Accès aux marchés	0
Manque d'intégrité d'une entreprise ou d'un individu lié à une entreprise	0
Manquements aux bonnes pratiques	0
Motifs multiples	4
Non-conformité au cadre normatif auquel l'organisme public est assujetti	0
Non-conformité au cadre normatif auquel une entreprise est assujettie	0
Traitement intègre et équitable des concurrents	3
Aucun motif	0
Autre(s) motifs(s) (ex: évolution des marches, situation problématique affectant la concurrence)	0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 31 – Suspension ou résiliations - AMP

Pour 2022-2023, le nombre de contrats publics ou de processus d'adjudication ou d'attribution de contrat, pour lesquels des ordonnances ou des recommandations ont été données par l'AMP, ou qui ont été suspendus ou résiliés à la demande de l'AMP. Préciser (i) les contrats, ou processus d'adjudication ou attribution de contrat visés, (ii) les ministères ou organismes publics visés et (iii) les motifs.

2. Processus d'adjudication ou d'attribution suspendus par l'AMP durant l'analyse de ces processus :

Nombre de processus d'adjudication ou d'attribution suspendus par l'AMP
21

Nature des contrats	Nombre
Approvisionnement (biens)	17
Services de nature technique	2
Services professionnels	1
Travaux de construction	1
Total	**21**

Catégories d'organismes	Nombre
Ministères/organismes	4
Réseau de l'éducation	2
Réseau de la santé et des services sociaux	10
Sociétés d'État	0
Monde municipal	4
Sociétés de transport en commun	1
Total	**21**

Motif de la suspension des processus d'adjudication ou d'attribution suspendus par l'AMP
Analyse du dossier, soit dans le cas d'une plainte ou d'une intervention. L'AMP suspend le processus d'adjudication ou d'attribution, en vertu de l'article 48 ou 53 de la *Loi sur l'Autorité des marchés publics*

# demande 2024-2025	Sujet de la demande	Nom de la demande 2024-2025
P2-1	Concours de recrutement	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant cette année incluant, pour chacun de ces concours : - le nombre de postes offerts; - le nombre de postulants; - la date; - la nature (concours réservé ou non); - le taux de réussite; - la répartition par région administrative; - la date de la publication des résultats
P2-2	Services essentiels gouvernementaux	Dépenses et effectifs consacrés par le SCT à sa mission « Services essentiels gouvernementaux » dans le cadre du Plan national de sécurité civile (PNSC), ces dix dernières années.
P2-3	Utilisation assurance salaire	Quel est le niveau d'utilisation de l'assurance salaire dans les différents réseaux (éducation, collégial, santé et services sociaux et fonction publique)? Fournir les données suivantes : a) Nombre de jours d'absence (en nombre et en pourcentage du total de jours rémunérés); b) Répartition selon les régions ou les établissements; c) Répartition selon les corps d'emploi ou les catégories; d) Répartition selon le genre.
P2-4	Sommes investies conciliation famille-travail-études	Quelles ont été les sommes investies pour la conciliation famille-travail-études (ventilées par organisme et par région)?
P2-5	Entreprises d'économie sociale - parts marchés publics	Quelles étaient la valeur monétaire et la part des marchés publics obtenus par des entreprises d'économie sociale depuis 5 ans?
P2-6	Objectifs entreprises d'économie sociale - marchés publics	Quels sont les objectifs du gouvernement quant à l'évolution de la valeur monétaire et de la part des marchés publics obtenus par des entreprises d'économie sociale pour les années à venir?

Étude des crédits 2024-2025
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition - questions non répondues et motifs

# demandes non-répondue NR	# demande initiale deuxième groupe d'opposition	Questions 2024-2025 non répondues	Motifs
NRP2-1	DP2-2	Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que chaque ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente?	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 69
NRP2-2	DP2-3	Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives cette année qui n'existaient pas en lors de l'année précédente, pour chaque ministère	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 39
NRP2-3	DP2-5	Ventilation détaillée de l'effectif temporaire dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis dix ans.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13m
NRP2-4	DP2-6	Ventilation détaillée de l'effectif permanent dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 10 ans.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13m
NRP2-5	DP2-7	Pour l'année , le nombre d'employées embauchées issues des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également le nombre d'employées ayant obtenu un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 18 de l'opposition officielle
NRP2-6	DP2-11	Total des sommes versées au personnel de la fonction publique dans le cadre du télétravail depuis le début de la pandémie. Ventilation par mois et par poste de dépenses.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 51
NRP2-7	DP2-18	Quel est le cout de l'assurance salaire dans les différents réseaux (éducation, collégial, santé et services sociaux et fonction publique)? Fournir les données suivantes : a) Cout total; b) Répartition selon les régions ou les établissements; c) Répartition selon les corps d'emploi ou les catégories.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 17 du troisième groupe d'opposition
NRP2-8	DP2-20	Combien de projets ont été financés en matière de conciliation famille-travail-études depuis (ventilés par organisme et par région)?	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 4 du troisième groupe d'opposition
NRP2-9	DP2-1	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entrainé les plus grandes sommes.	Répondue par le ministère de la Justice
NRP2-10	DP2-8	Liste des projets en ressources informationnelles autorisés par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 15 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du numérique
NRP2-11	DP2-12	Quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l'objet d'une analyse différenciée des sexes (ADS +) ?	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 1 - Concours de recrutement

Liste des concours de recrutement qui se sont tenus en 2023-2024, pour chacun de ces concours : a) le nombre de postes offerts; b) le nombre de postulants; c) la date; d) la nature réservée ou non; e) le taux de réussite; f) la répartition par région administrative; g) la date de publication des résultats.

a) le nombre de postes offerts : 104

b) le nombre de postulants : 3 792

f) la répartition par région administrative :

91 processus affichés dans les régions administratives suivantes : 03 - Capitale-Nationale / 12- Chaudière-Appalaches
1 processus affichés dans la région administrative suivante : 06 - Montréal

c) la date; d) la nature réservée ou non; e) le taux de réussite; g) la date de publication des résultats : En février 2022, un nouveau processus de sélection, applicable au recrutement et à la promotion du personnel de la fonction publique, a été mis en place. Désormais, une personne candidate postule à une offre d'emploi à la promotion ou au recrutement pour un emploi précis et non plus à des appels de candidatures génériques en vue d'inscrire son nom dans une banque de personnes qualifiées pour d'éventuels emplois. Ainsi, les modifications apportées ont permis une réforme en profondeur des dispositions prévues au recrutement et à la promotion. Il est alors pertinent de souligner que les modalités c), d), e) et g), à savoir la date, la nature réservée ou non, le taux de réussite et la date de publication des résultats ne sont plus applicables dans le contexte actuel.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 2 – Services essentiels gouvernementaux

Dépenses et effectifs consacrés par le SCT à sa mission « Services essentiels gouvernementaux » dans le cadre du Plan national de sécurité civile (PNSC), ces dix dernières années.
Dépenses en ressources internes uniquement. Le temps consacré à cette activité est variable selon les événements de nature à perturber les opérations courantes du gouvernement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 3 - Utilisation assurance salaire

Quel est le niveau d'utilisation de l'assurance salaire dans les différents réseaux (éducation, collégial, santé et services sociaux et fonction publique)? Fournir les données suivantes : a) Nombre de jours d'absence (en nombre et en pourcentage du total de jours rémunérés); b) Répartition selon les régions ou les établissements; c) Répartition selon les corps d'emploi ou les catégories; d) Répartition selon le genre.[1]
a) Nombre de jours d'absence (en nombre et en pourcentage du total de jours rémunérés) : 4 629 jours (3,30 % du total de jours rémunérés) soit l'équivalent de 17 ETC et un coût de 864 252,25 $. b) Répartition selon les régions ou les établissements : 03-Capitale-Nationale : 4 474 jours (3,19 % du total de jours rémunérés) soit l'équivalent de moins de 17 ETC et un coût de 840 820,94 $. 09-Côte-Nord : 155 jours (0,11 % du total de jours rémunérés) soit l'équivalent de moins de 1 ETC et un coût de 23 431,31 $. c) Répartition selon les corps d'emploi ou les catégories : Cadre : 547 jours (0,39 % du total de jours rémunérés) soit l'équivalent de 2 ETC et un coût de 179 810,56 $. Personnel de bureau : 171 jours (0,12 % du total de jours rémunérés) soit l'équivalent de moins de 1 ETC et un coût de 17 381,23 $. Professionnel : 3 553 jours (2,53 % du total de jours rémunérés) soit l'équivalent de moins de 14 ETC et un coût de 633 070,67 $. Technicien : 358 (0,25 % du total de jours rémunérés) soit l'équivalent de 1 ETC et un coût de 33 989,79 $.

[1]Les données disponibles concernent la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 et ce, uniquement pour le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 4 - Sommes investies conciliation famille-travail-études

Quelles ont été les sommes investies pour la conciliation famille-travail-études (ventilées par organisme et par région)?
Le Secrétariat du Conseil du trésor ne collige pas de façon distincte les sommes investies en conciliation famille-travail-études.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 5 - Entreprises d'économie sociale - parts marchés publics

Quelles étaient la valeur monétaire et la part des marchés publics obtenus par des entreprises d'économie sociale depuis 5 ans?

Les parts de marché obtenus par des entreprises d'économie sociale en nombre et en valeur dans les contrats de 25 000 $ et plus* en 2023-2024 :

Exercice financier	Nb TOTAL de contrats	Nb de contrats adjugés à une EÉS	Part (%) de marché EÉS en nb de contrats	Valeur TOTALE (en millions $) des contrats	Valeur (en millions $) des contrats adjugés à une EÉS	Part (%) de marché en valeur monétaire
2023-2024**	25 881	239	0,9%	26 039 M$	217 M$	0,8%

* Le système électronique d'appels d'offres du gouvernement du Québec (SEAO) compile les données des contrats publics de 25 000 $ et plus.

** Données au 31 janvier 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 6 - Objectifs entreprises d'économie sociale - marchés publics

Quels sont les objectifs du gouvernement quant à l'évolution de la valeur monétaire et de la part des marchés publics obtenus par des entreprises d'économie sociale pour les années à venir?
Le gouvernement souhaite améliorer la représentativité des entreprises d'économie sociale. Les modifications apportées à la Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP) entrées en vigueur en décembre 2022 et la Stratégie gouvernementale des marchés publics contribueront à augmenter la part des entreprises d'économie sociale dans les contrats publics. Vous pouvez la consulter au https://www.tresor.gouv.qc.ca/faire-affaire-avec-letat/strategie-gouvernementale-des-marches-publics.

# demande 2024-2025	Sujet de la demande	Nom de la demande 2024-2025
P3-1	Réduction dépenses TI	Cibles de réduction de dépenses en technologie de l'information pour chacun des ministères, des secrétariats et des organismes.
P3-2	Révision des programmes et des contrats	Liste des programmes et des contrats soumis à un exercice de révision.
P3-3	Comités interministériels	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2023-2024 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2023-2024, ainsi que les résultats.
P3-4	Dérogations - gel d'embauche	Nombre de demandes et nombre de dérogations accordées par ministère, pour chaque année financière, depuis le 24 avril 2014 concernant le gel des embauches imposé aux ministères et organismes dont le personnel est assujetti à la Loi sur la fonction publique.
P3-5	Économies - gel d'embauche	Total des sommes économisées par la mesure du gel des embauches en 2023-2024. Fournir une ventilation par ministère.
P3-6	Économies - resserrement octroi des subventions	Total des sommes, récurrentes et non récurrentes, économisées au cours des cinq dernières années par les ministères et organismes budgétaires en raison du resserrement de l'octroi et de la promesse de subventions. Fournir une ventilation par ministère et organisme. Prévisions pour 2024-2025.
P3-7	Unités autonomes - chiffre d'affaires	Pour chacune des unités autonomes de service : part du chiffre d'affaires pour chacune des cinq dernières années qui ne provient pas d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement du Québec.
P3-8	Effectifs temporaires nommés permanent depuis 2004	Nombre d'employés temporaires qui ont obtenu le statut de permanents, par année, depuis 2004.
P3-9	100 plus grands fournisseurs	Concernant le Centre d'acquisition gouvernemental, fournir la liste des 100 plus grands fournisseurs pour 2023-2024 ;
P3-10	100 plus grands contrats d'acquisition	Concernant le Centre d'acquisition gouvernemental, fournir la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition pour 2023-2024 ;
P3-11	Proportion des acquisitions	Concernant le Centre d'acquisition gouvernemental, fournir la proportion des acquisitions qui sont faites auprès d'entreprises québécoise, d'entreprises canadienne et d'entreprises qui provenant de l'extérieur du Québec pour 2023-2024;
P3-12	Proportion des acquisitions - Montréal	Concernant le Centre d'acquisition gouvernemental, fournir la proportion des acquisitions qui sont faites auprès d'entreprises situées dans la communauté métropolitaine de Montréal pour 2023-2024;
P3-13	Proportion des acquisitions - Québec	Concernant le Centre d'acquisition gouvernemental, fournir la proportion des acquisitions qui sont faites auprès d'entreprises situées dans la communauté métropolitaine de Québec pour 2023-2024;
P3-14	Proportion des acquisitions - régions	Concernant le Centre d'acquisition gouvernemental, fournir la proportion des acquisitions de chaque région administrative qui se font en dehors de ladite région pour 2023-2024;
P3-15	Proportion des acquisitions - hors Québec	Concernant le Centre d'acquisition gouvernemental, fournir la proportion des acquisitions de chaque région administrative qui se font auprès d'entreprises qui proviennent de l'extérieur du Québec 2023-2024;
P3-16	Écarts salariaux médecins, spécialistes et omnipraticiens versus autres provinces	Comparaison des écarts salariaux en 2023-2024 entre les médecins, spécialistes et omnipraticiens, et leurs équivalents des autres provinces. Fournir une ventilation par spécialité.
P3-17	Mise en place AMP	État de situation de la mise en place de l'Autorité des marchés publics. Nombre de personnes embauchées, par classe d'emploi.
P3-18	Écarts salariaux TI	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique œuvrant en technologies de l'information et ceux du secteur privé, par statut et par classe d'emploi.
P3-19	Programmes gouvernementaux depuis 2003	Nombre et liste des programmes gouvernementaux depuis 2003; ventilation par année. Également, nombre de programmes abolis et créés depuis le 1er octobre 2018.
P3-20	Optmisations des ressources reçues par le SCT	Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compression de dépenses reçue par le Secrétariat ou l'organisme qui en relève en 2023-2024. Fournir l'ensemble des échanges, des correspondances ou tout autre document à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du Secrétariat et des organismes qui en relèvent.
P3-21	Optimisation des ressources et compressions de dépenses	Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compression de dépenses, adressée par le Secrétariat aux différents ministères, secrétariats et organismes pour l'année 2024-2025. Fournir l'ensemble des échanges, des correspondances ou tout autre document à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières demandées.

# demande 2024-2025	Sujet de la demande	Nom de la demande 2024-2025
P3-22	Pénalités contractuelles	Tous les documents produits par le Conseil du trésor, le CSPQ, le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels depuis les dix dernières années.
P3-23	Programmes de financement ou de subventions	Pour le Secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, fournir, pour 2023-2024, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou de l'organisme qui en a la gestion, en indiquant, pour chacun : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également, pour chaque programme, la liste des projets qui ont été rejetés.
P3-24	Comités interministériels	Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le CAG. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.
P3-25	Employés en TI en ETC pour les 10 dernières années	Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information pour le CAG par année, pour les dix dernières années, en équivalent ETC.
P3-26	Taux de rétention CSPQ	Taux de rétention, par catégorie de personnel, au CAG, pour les dix dernières années.
P3-27	Pénalités appliquées aux contrats pour les 10 dernières années	Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels ces dix dernières années.
P3-28	Coût moyen des ressources externes pour les 10 dernières années	Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les dix dernières années.
P3-29	Réouverture des ententes salariales	Tout rapport, toute étude et estimation en lien avec la réouverture des ententes salariales avec les médecins omnipraticiens et les médecins spécialistes; estimations des économies à réaliser en 2022-2023 et pour les 10 années suivantes.
P3-30	Révision de programmes et budget	Fournir la révision des dépenses de programmes pour 2022-2023 par rapport au budget 2023-2024, incluant tous les détails et une ventilation de chacune des dépenses. Préciser, pour chaque dépense, si la révision est récurrente.

Étude des crédits 2024-2025
Demande de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition - questions non répondues et motifs

# demandes non-répondue NR	# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2024-2025 non répondues	Motifs
NRP3-1	DP3-1	Indiquer les sommes dépensées en 2023-2024 par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe, du CSPQ, d'Infrastructures technologiques Québec ou du Centre d'acquisitions gouvernementales).	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 1 de l'opposition officielle
NRP3-2	DP3-20	Total des sommes, récurrentes et non récurrentes, économisées en 2022-2023 et en 2023-2024 par les mesures administratives en matière de contrôle de dépenses imposées aux ministères, aux organismes budgétaires, aux organismes autres que budgétaires, aux fonds spéciaux, aux activités administratives des réseaux de la santé et de l'éducation et aux sociétés d'État. Fournir une ventilation par ministère, organisme, fonds, réseau et société d'État. Prévisions pour 2024-2025.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 32
NRP3-3	DP3-23	Ventilation détaillée de l'effectif temporaire dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 2005.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13m
NRP3-4	DP3-25	Évolution de l'effectif permanent de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2023-2024. Prévisions pour 2024-2025.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13m
NRP3-5	DP3-26	Évolution du nombre d'employés par ministère, par organisme autre que budgétaire, par fonds spécial, pour le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation, depuis 2003-2004. Ventiler par statut d'emploi et par classe d'emploi.	Répondue par les réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13i et 13m
NRP3-6	DP3-27	Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) au cours des cinq dernières années. Fournir les données ventilées selon la raison du départ : retraite, démission, révocation pour incompétence, révocation pour incapacité, fin d'emploi, décès, mise à pied, destitution, départ volontaire ou toute autre raison.	Répondue par les réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13n et 14a
NRP3-7	DP3-28	Pour les trois dernières années, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 5 de l'opposition officielle
NRP3-8	DP3-29	Pour les trois dernières années, le nombre d'occasionnels de la fonction publique qui ont obtenu un statut permanent. Ventilation par genre. Ventilation par statut et par classe d'emploi.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 8 du troisième groupe d'opposition
NRP3-9	DP3-30	Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer – pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant partie des entités consolidées – les éléments suivants : le nombre d'employés, le nombre d'employés selon la classe, la dépense en masse salariale, la dépense en rémunération (avantages sociaux + salaires), le coût total moyen par employé, le coût total moyen par employé selon la classe.	Répondue par les réponses des demandes de renseignements généraux numéros 13i et 37
NRP3-10	DP3-31	Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer – pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant partie des entités consolidées – les éléments suivants : le salaire annuel des 20 plus hauts salariés, la rémunération totale des 20 plus hauts salariés.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 2 de l'opposition officielle
NRP3-11	DP3-32a	Concernant l'effectif entier de la fonction publique : a. nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2023-2024 et chacune des 5 années précédentes;	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i
NRP3-12	DP3-32b	Concernant l'effectif entier de la fonction publique : b. nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2023-2024 et chacune des 5 années précédentes;	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i

Étude des crédits 2024-2025
Demande de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition - questions non répondues et motifs

# demandes non-répondue NR	# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2024-2025 non répondues	Motifs
NRP3-13	DP3-32c	Concernant l'effectif entier de la fonction publique : c. nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2023-2024 et chacune des 5 années précédentes.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i
NRP3-14	DP3-33a	Concernant l'effectif de chacun des ministères et organismes : a. nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2023-2024 et chacune des 5 années précédentes;	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i
NRP3-15	DP3-33b	Concernant l'effectif de chacun des ministères et organismes : b. nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2023-2024 et chacune des 5 années précédentes;	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i
NRP3-16	DP3-33c	Concernant l'effectif de chacun des ministères et organismes : c. nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2023-2024 et chacune des 5 années précédentes.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i
NRP3-17	DP3-34	Concernant le Plan Gouvernemental de régionalisation des 5000 postes de la fonction publique publié en février 2022, fournir, par année : a. Une ventilation du nombre d'ETC régionalisé par ministère et organisme; b. Une ventilation du nombre d'ETC régionalisé par catégorie d'emploi; c. Une ventilation du nombre d'ETC régionalisé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal; d. La liste des directions transférées; e. Une liste du nombre d'emplois régionalisé par région du Québec.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 45
NRP3-18	DP3-35	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir, pour 2023-2024, le montant total de la masse salariale, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 37
NRP3-19	DP3-36	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir, pour 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des indemnités de retraite, s'il y a lieu.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 14a
NRP3-20	DP3-37	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir, pour 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le taux d'absentéisme.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 41
NRP3-21	DP3-38	Copie de toutes les études sur la rétention des employés réalisées en 2023-2024.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 6 de l'opposition officielle
NRP3-22	DP3-46	Nombre d'unités autonomes de service propres à la fonction publique, en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elles.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 8 de l'opposition officielle
NRP3-23	DP3-47	Liste des unités autonomes de service, nombre d'employés et date d'entrée en opération.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 8 de l'opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025
Demande de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition - questions non répondues et motifs

# demandes non-répondue NR	# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2024-2025 non répondues	Motifs
NRP3-24	DP3-48	Pour l'année 2023-2024, le nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : a.Le nombre d'employés ayant obtenu en 2023-2024 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 9 de l'opposition officielle
NRP3-25	DP3-50	Copie des contrats d'embauche des personnes négociant au nom du gouvernement la prochaine entente de rémunération des médecins du Québec avec la FMSQ et la FMOQ. Nombre d'heures facturées jusqu'à présent par ces personnes. Nombre de rencontres avec la FMSQ et la FMOQ.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6
NRP3-26	DP3-51	Nombre de postes transférés hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal en 2023-2024, et prévisions pour les dix prochaines années. Ventilation par genre, par statut et par classe d'emploi.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 45
NRP3-27	DP3-52	Liste des ministères visés par des transferts de postes hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal en 2023-2024, et prévisions pour les dix prochaines années	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 45
NRP3-28	DP3-53	Liste des régions visées, à l'exception des régions métropolitaines de Québec et de Montréal, par des transferts de postes dont le port d'attache était situé dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal en 2023-2024, et prévisions pour les dix prochaines années.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 45
NRP3-29	DP3-56	Indiquer le niveau de l'effectif dont dispose chaque ministre en vertu de l'article 12 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13p
NRP3-30	DP3-57	Indiquer tout manquement constaté en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 3 de l'opposition officielle
NRP3-31	DP3-59	Niveau d'effectifs dont dispose chaque ministre en vertu de l'article 12 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13p
NRP3-32	DP3-60	Liste des manquements constatés en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 3 de l'opposition officielle
NRP3-33	DP3-61	Liste complète des formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activité, activités de développement, sommets, congrès, etc. auxquels ont participé les employés du Secrétariat et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2023-2024. Indiquer le lieu, le coût, les dates de participation, le nombre de participants, le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité, le nom de la formation ou de l'activité.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 55
NRP3-34	DP3-64	Pour le Secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer, pour 2023-2024 : a) le nombre d'employés affectés aux communications ou aux affaires publiques, et leur nom; b) le montant dépensé par la direction, le département ou la division des communications ou des affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres entre les employés affectés aux communications ou aux affaires publiques et d'autres instances ou organismes publics; ventilation par instance ou organisme; d) le total des sommes investies en veille médiatique (ventilation par poste de dépenses – revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 57

Étude des crédits 2024-2025
Demande de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition - questions non répondues et motifs

# demandes non-répondue NR	# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2024-2025 non répondues	Motifs
NRP3-35	DP3-65	Évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget d'un ministère nécessaire pour maintenir le niveau de services d'une année à l'autre).	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 69
NRP3-36	DP3-66	Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2023-2024.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 29
NRP3-37	DP3-70	Pour les cinq dernières années, indiquer précisément (et ce, par ministère, organisme et entité) quelles sont les mesures de contrôle de dépenses qui ont été mises en place, ainsi que les économies qui ont été réalisées.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 32
NRP3-38	DP3-75	Pour les cinq dernières années, détail de l'utilisation des crédits octroyés à chacun des éléments 1, 2, et 3 du programme 5 – Fonds de suppléance.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 12 de l'opposition officielle
NRP3-39	DP3-77	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le Secrétariat et chacun de ses organismes en 2023-2024. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6
NRP3-40	DP3-78	Pour le Secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir (pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025) : le nom et les coûts de toutes les campagnes, le nom de la firme (ou du professionnel) retenue pour les réaliser, les dates de diffusion, les objectifs visés par chacune, le plan de placement médiatique.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 3
NRP3-41	DP3-80	Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2023-2024 et coûts associés à chacune d'elles.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 11 de l'opposition officielle
NRP3-42	DP3-160	Concernant les investissements supplémentaires au PQI 2023-2034 pour l'accélération de la construction de classes : fournir, pour le PAGI 2024-2025, une ventilation distincte selon qu'il s'agisse de sommes pour la construction de classes au secondaire, au primaire, à la maternelle 5 ans ou à la maternelle 4 ans.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 21 du cahier INFRA du troisième groupe d'opposition
NRP3-43	DP3-176	Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec les problèmes de double rémunération pour l'ensemble de la fonction publique.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13h
NRP3-44	DP3-177	Nombre de cas répertoriés liés au phénomène de la double rémunération. Ventiler par ministère ou organisme.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13h
NRP3-45	DP41 MAMH	Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2023-2024. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 21 du troisième groupe d'opposition
NRP3-46	DP3-2	Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par l'ensemble des organismes et ministères au développement et à la mise en place de services électroniques.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du numérique

Étude des crédits 2024-2025
Demande de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition - questions non répondues et motifs

# demandes non-répondue NR	# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2024-2025 non répondues	Motifs
NRP3-47	DP3-3	État de situation des deux centres spécialisés en ressources informationnelles de Rimouski et de Chicoutimi. Pour chacun des centres : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2024, budgets accordés en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du numérique
NRP3-48	DP3-4	Copie des études d'impact, des notes internes ou des analyses du ministère en lien avec le regroupement des centres de traitement informatique (CTI), pour les cinq dernières années.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du numérique
NRP3-49	DP3-5	Liste des centres de traitement informatique.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du numérique
NRP3-50	DP3-6	Le plan et les échéanciers concernant le regroupement des centres de traitement informatique.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du numérique
NRP3-51	DP3-7	Coût relatif à la mise en œuvre du plan de regroupement les centres de traitement informatique. Fournir le coût pour les 5 dernières années, les estimations pour les suivantes jusqu'à la réalisation du projet, et le coût total projeté du projet.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du numérique
NRP3-52	DP3-8	Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisés pour et par le Conseil du trésor, Infrastructures technologiques Québec ou le Centre d'acquisitions gouvernementales sur l'informatique en 2023- 2024.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du numérique
NRP3-53	DP3-9	Suivi des 36 recommandations de la Stratégie gouvernementale en TI; ventilation par recommandation, pour l'année 2023-2024 (ensemble des recommandations réalisées, en cours ou non complétées).	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du numérique
NRP3-54	DP3-10	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions et autres), pour les cinq dernières années (ainsi que les prévisions pour 2024-2025) : a) la dépense totale (opérations et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques (préciser le nombre en équivalent ETC); d) la comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du numérique
NRP3-55	DP3-11	Liste des projets en ressources informationnelles autorisés en 2023-2024 par le Conseil du trésor en vertu de l'article 15 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du numérique
NRP3-56	DP3-12	Liste des projets actifs en ressources informationnelles autorisés par le Conseil du trésor se trouvant en situation de dépassement de coûts.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du numérique
NRP3-57	DP3-13	Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2023-2024, en spécifiant : les dépenses à l'interne et à l'externe incluses dans les dépenses de fonctionnement, les dépenses à l'interne et à l'externe qui ont été capitalisées, et la ventilation, par année et par ministère ou organisme.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du numérique
NRP3-58	DP3-14	Concernant le tableau de bord du Conseil du trésor portant sur les projets informatiques pour l'ensemble du gouvernement du Québec et des réseaux de la santé et de l'éducation, pour les années allant de 2014-2015 jusqu'au présent exercice, fournir les données annuelles suivantes : la liste des projets non-inscrits dans le tableau de bord, la liste des projets qui font l'objet d'une division ou d'une séparation en sous-projets, en spécifiant la valeur globale du projet, le coût relatif à la mise en œuvre du tableau de bord et le coût annuel pour la mise à jour.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du numérique

# demandes non-répondue NR	# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2024-2025 non répondues	Motifs
NRP3-59	DP3-54	Indiquer le nombre d'ETC embauchés par le Protecteur du citoyen pour mettre en œuvre la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics.	Relève du Protecteur du citoyen.
NRP3-60	DP3-55	Indiquer le nombre d'ETC autorisés par le Protecteur du citoyen pour mettre en œuvre la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics.	Relève du Protecteur du citoyen.
NRP3-61	DP3-62	Nom de chacun des dirigeants de l'information, des dirigeants des réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information, et leur date d'entrée en fonction.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du numérique
NRP3-62	DP3-71	État de situation du suivi suite à l'adoption du projet de loi no 135, Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du numérique
NRP3-63	DP3-72	Liste des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établis au cours des trois dernières années financières.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du numérique
NRP3-64	DP3-73	Liste des organismes ayant soumis en 2023-2024 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du numérique
NRP3-65	DP3-81	Liste et copie des politiques, guides, pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles, établis au cours des trois dernières années.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du numérique
NRP3-66	DP149	Parmi les projets routiers « à l'étude » du PQI, lesquels mèneront à une augmentation de la capacité routière et à une augmentation du parc d'actifs à entretenir?	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NRP3-67	DP150	Crédits affectés, par programme, au transport en commun depuis 2010 et ceux prévus pour 2024-2025, ventilés en fonction des sources de revenus.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NRP3-68	DP157	Nombre de classes devant être construites chaque année pour atteindre la cible d'implantation de 2600 classes de maternelle 4 ans. Préciser les investissements nécessaires par année.	Répondue par le ministère de l'Éducation
NRP3-69	DP158	Nombre de classes devant être rénovées chaque année pour atteindre la cible d'implantation de 2600 classes de maternelle 4 ans. Préciser les investissements nécessaires par année.	Répondue par le ministère de l'Éducation
NRP3-70	DP3-165	Concernant le Fonds d'infrastructure du transport en commun du gouvernement fédéral, liste complète des projets déposés par le gouvernement du Québec.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NRP3-71	DP3-167	Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes dans chacun des conseils d'administration des sociétés d'État, au sens de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État.	Relève du ministère du Conseil exécutif
NRP3-72	DP3-168	Nombre de femmes occupant un poste de sous-ministre, de sous-ministre associée, de sous-ministre adjointe ou de dirigeante d'organisme en date du 31 mars 2023. Indiquer les mesures prises en 2023-2024 pour tendre vers la parité pour les ministères et organismes avec une sous-représentation féminine.	Relève du ministère du Conseil exécutif

# demandes non-répondue NR	# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2024-2025 non répondues	Motifs
NRP3-73	DP3-170	Pour les trois dernières années, nombre de titulaires d'emploi supérieur dont la rémunération dépasse les 100 000 $.	Relève du ministère du Conseil exécutif
NRP3-74	DP3-171	Détailler la différence entre les dépenses prévues et les dépenses réelles du budget du Conseil du statut de la femme prévu pour l'année 2023-2024.	Relève du Conseil du statut de la femme
NRP3-75	DP3-173	Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2024-2025.	Relève du ministère du Travail
NRP3-76	DP3-174	Pour tous les programmes du ministère, pour les cinq dernières années, donner le détail des crédits existants, en incluant les programmes qui ont été abolis.	Relève du ministère du Travail
NRP3-77	DP3-175	Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2022-2023 et en 2023-2024. Prévisions pour 2024-2024.	Relève du ministère du Travail
NRP3-78	DP3-172	Liste des projets et programmes pour lesquels une analyse différenciée selon le sexe est réalisée. Ventiler par organisme.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NRP3-79	DP3-82	Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le CSPQ. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.	Le Centre de services partagés du Québec a été dissout le 1er septembre 2020
NRP3-80	DP3-83	Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information pour le CSPQ par année, pour les dix dernières années, en équivalent ETC.	Le Centre de services partagés du Québec a été dissout le 1er septembre 2020
NRP3-81	DP3-84	Taux de rétention, par catégorie de personnel, au CSPQ, pour les dix dernières années.	Le Centre de services partagés du Québec a été dissout le 1er septembre 2020
NRP3-82	DP3-85	Suivi de l'embauche des 500 informaticiens au CSPQ, et ventilation par corps d'emploi.	Le Centre de services partagés du Québec a été dissout le 1er septembre 2020
NRP3-83	DP3-86	Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels ces dix dernières années.	Le Centre de services partagés du Québec a été dissout le 1er septembre 2020
NRP3-84	DP3-87	Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les dix dernières années.	Le Centre de services partagés du Québec a été dissout le 1er septembre 2020

# demandes non-répondue NR	# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2024-2025 non répondues	Motifs
NRP3-85	DP3-93	Liste de tous les comités interministériels dont fait partie ITQ. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-86	DP3-94	Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information pour ITQ par année, pour les dix dernières années, en équivalent ETC.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-87	DP3-95	Taux de rétention, par catégorie de personnel, à ITQ, pour les dix dernières années.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-88	DP3-96	Suivi de l'embauche des 500 informaticiens, à ITQ, et ventilation par corps d'emploi.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-89	DP3-97	Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels ces dix dernières années.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-90	DP3-98	Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les dix dernières années.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-91	DP3-99	Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par chacun des organismes et des ministères au développement et à la mise en place de services électroniques et informatiques. Fournir une ventilation par organisme et ministère.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-92	DP3-100	Total du montant dépensé en informatique pour le secteur public québécois en 2023-2024.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-93	DP3-101	Total du montant dépensé en ressources internes en informatique pour le secteur public québécois en 2023-2024.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-94	DP3-102	Total du montant dépensé en ressources externes en informatique pour le secteur public québécois en 2023-2024.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-95	DP3-103	Montant accordé aux dix plus gros fournisseurs informatiques du secteur public québécois. Indiquer le nom de chacun de ces fournisseurs.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-96	DP3-104	Pourcentage et montants des contrats informatiques externes qui sont allés à des firmes québécoises. Fournir une ventilation par firme.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-97	DP3-105	Pourcentage et montants des contrats informatiques externes qui sont allés à des PME. Fournir une ventilation par firme.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022

# demandes non-répondue NR	# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2024-2025 non répondues	Motifs
NRP3-98	DP3-106	Liste des domaines « .quebec » employés par les ministères et organismes. Préciser l'année de la mise en ligne.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-99	DP3-107	Pour les trois dernières années, liste des nouveaux domaines « .qc.ca » employés par les ministères et organismes. Préciser l'année de la mise en ligne.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-100	DP3-108	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2023-2024 incluant, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts, le nombre de postulants, la date, la nature (concours réservé ou non), le taux de réussite, la répartition par région administrative, la date de la publication des résultats.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-101	DP3-109	État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place du projet SAGIR. Fournir une ventilation par année.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-102	DP3-110	Nouvelle prévision des coûts pour chacune des phases d'implantation de SAGIR.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-103	DP3-111	Nombre d'employés et de ressources externes de la Direction générale du développement des solutions d'affaires et de la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires affectés à SAGIR, et leur mandat.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-104	DP3-112	État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place du projet Accès UniQC. Fournir une ventilation par année.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-105	DP3-113	Nouvelle prévision des coûts pour chacune des phases d'implantation d'Accès UniQC.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-106	DP3-114	Nombre d'employés et de ressources externes de la Direction générale du développement des solutions d'affaires et de la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires affectés à Accès UniQC, et leur mandat.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-107	DP3-115	État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place du Plan pour moderniser le système de justice du Québec. Fournir une ventilation par année et par axe.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-108	DP3-116	Nombre d'employés et de ressources externes de la Direction générale du développement des solutions d'affaires et de la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires affectés au Plan pour moderniser le système de justice du Québec, et leur mandat.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-109	DP3-117	État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place de RENIR. Fournir une ventilation par année.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-110	DP3-118	Le plan et les échéanciers de mise à jour à la version 12 de la licence Oracle.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-111	DP3-119	L'état d'avancement du projet de Système d'information intégré client (SIIC).	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-112	DP3-120	Le plan et les échéanciers concernant le projet de Système d'information intégré client (SIIC).	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022

# demandes non-répondue NR	# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2024-2025 non répondues	Motifs
NRP3-113	DP3-121	Les frais associés au Système d'information intégré client (SIIC) pour 2023-2024, et les prévisions pour 2024-2025.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-114	DP3-122	Pour l'année 2023-2024, indiquer : a.La liste des employés et des membres du conseil d'administration; b.La liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c.La liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv; d.Leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation (ventilé par personne).	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-115	DP3-123	Concernant la « Déclaration de services aux citoyens » : résultats, pour 2023-2024, quant au respect des cibles de délai de traitement. Ventilation par nombre de délais atteints et nombre de délais non atteints pour chacune des cibles et des situations suivantes : a.Une réponse au comptoir de service en vingt minutes ou moins; b.Une réponse en cinq minutes ou moins lorsqu'un appel est acheminé à un centre d'appels; c.Pour un message laissé dans une boîte vocale, un rappel à l'intérieur d'un délai de deux jours ouvrables; d.Une réponse à votre demande (ou l'obtention de l'information quant au délai nécessaire pour y répondre ainsi que les raisons qui le motivent) en dix jours ouvrables ou moins, selon votre demande; e.L'envoi d'un accusé de réception pour une plainte ou un commentaire transmit par courrier électronique, par télécopieur ou par la poste cinq jours ouvrables ou moins à compter de sa réception; f.Le traitement d'une plainte vingt jours ouvrables ou moins suivant sa réception.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-116	DP3-124	Coût horaire moyen des ressources externes, par catégorie d'activité, par année, pour les 10 dernières années.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-117	DP3-125	Copie de tous les travaux et de toutes les études, analyses et recherches réalisés pour et par le Conseil du trésor concernant le CSPQ, le Centre d'acquisitions gouvernementales ou Infrastructures technologiques Québec.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-118	DP3-126	Nombre de projets au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales ou à Infrastructures technologiques Québec qui utilisent le concept AGILE. Ventiler par organisme.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-119	DP3-127	Liste des projets au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales ou à Infrastructures technologiques Québec qui utilisent le concept AGILE. Ventiler par organisme.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-120	DP3-128	État de situation sur les travaux en infonuagique depuis 2014.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-121	DP3-129	Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels depuis les 10 dernières années.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-122	DP3-130	Liste des projets informatiques en cours au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales et à Infrastructures technologiques Québec. Détailler, par projet, les phases passées et à venir. Spécifier les coûts engagés et à venir pour chacun des projets ainsi que les projets ayant un retard. Ventiler par organisme.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-123	DP3-131	Nombre et liste des ministères et organismes ayant recours aux services du CSPQ, du Centre d'acquisitions gouvernementales et d'Infrastructures technologiques Québec depuis leur création, en ventilant par année. Ventiler par organisme.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-124	DP3-132	Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes de l'offre permanente du CSPQ, du Centre d'acquisitions gouvernementales et d'Infrastructures technologiques Québec ces trois dernières années. Ventiler par organisme.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022

Étude des crédits 2024-2025
Demande de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition - questions non répondues et motifs

# demandes non-répondue NR	# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2024-2025 non répondues	Motifs
NRP3-125	DP3-133	Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes des machines (CPU et mémoires) du CSPQ et d'Infrastructures technologiques Québec. Ventiler par organisme.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-126	DP3-134	Bilan de l'implantation du PAE du Centre d'acquisitions gouvernementales et prévisions pour 2024-2025.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022
NRP3-127	DP3-135	Nombre et liste des ministères et organismes ayant recours au service de virtualisation de poste de développement, et coût mensuel pour le service.	Infrastructures technologiques Québec a été dissout le 1er janvier 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 1 - Réduction dépenses TI

Cibles de réduction de dépenses en technologie de l'information pour chacun des ministères, des secrétariats et des organismes.
Le volume 1 du Budget de dépenses 2024-2025 « Stratégie de gestion des dépenses et renseignements supplémentaires » indique à la page A-14 que des actions ont été initiées en lien avec l'expertise gouvernementale afin de matérialiser les bénéfices à la centralisation de certains domaines spécialisés, notamment lors de la création du ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 2 - Révision des programmes et des contrats

Liste des programmes et des contrats soumis à un exercice de révision.
La réponse à cette demande se trouve dans le document Stratégie de gestion des dépenses 2023-2024 – Renseignement supplémentaire 2023-2024.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 3 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2023-2024 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2023-2024, ainsi que les résultats.
Aucun comité interministériel ayant un budget.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 4 - Dérogations - gel d'embauche

Nombre de demandes et nombre de dérogations accordées par ministère, pour chaque année financière, depuis le 24 avril 2014 concernant le gel des embauches imposé aux ministères et organismes dont le personnel est assujetti à la Loi sur la fonction publique.
Aucune demande pour l'année 2023-2024.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 5 - Économies - gel d'embauche

Total des sommes économisées par la mesure du gel des embauches en 2023-2024. Fournir une ventilation par ministère.
Aucune économie n'a été réalisée à cet égard puisqu'il n'y a pas eu de gel d'embauche en 2023-2024.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 6 - Économies - resserrement octroi des subventions

Total des sommes, récurrentes et non récurrentes, économisées au cours des cinq dernières années par les ministères et organismes budgétaires en raison du resserrement de l'octroi et de la promesse de subventions. Fournir une ventilation par ministère et organisme. Prévisions pour 2024-2025.
Les résultats publiés aux comptes publics de chacun des exercices incluent globalement l'impact de cette mesure.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 7 - Unités autonomes - chiffre d'affaires

Pour chacune des unités autonomes de service : part du chiffre d'affaires pour chacune des cinq dernières années qui ne provient pas d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement du Québec.
Au 31 mars 2023, une unité autonome de services étaient toujours en activité, soit le Centre de gestion de l'équipement roulant du ministère des Transports et la Mobilité durable. Des informations relatives au Centre de gestion de l'équipement roulant et au Fonds de gestion de l'équipement roulant sont publiées au rapport annuel de gestion 2022-2023 du ministère des Transports et la Mobilité durable (https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/transports/ministere-des-transports/publications-amd/rapport-annuel-de-gestion/RA_rapport_annuel_2022-2023_MTMD.pdf).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 8 - Occasionnels devenus permanents

Nombre d'employés temporaires qui ont obtenu le statut de permanents, par année, depuis 2004.		
Ministère - 160 Secrétariat du Conseil du trésor		2023-2024 (avril 2023 à décembre 2024)
Occasionnels	Nombre	35
Occasionnels nommés réguliers	Nombre	14

Employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.
Les données présentées prennent en considération les employés occasionnels qui sont devenus temporaires le 1er avril ou au cours de l'année budgétaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 9 – 100 plus grands fournisseurs

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la liste des 100 plus grands fournisseurs pour 2023-2024 ;

Voici la liste des 100 plus grands fournisseurs, déterminés en fonction de la valeur totale des contrats conclus entre le 1er avril 2023 et le 31 janvier 2024.

Numéro	Fournisseur	Numéro	Fournisseur	Numéro	Fournisseur
1	MEDLINE CANADA, CORPORATION	21	SANDOZ CANADA INC.	41	LifeWorks (Canada) Ltd.
2	Cardinal Health Canada inc.	22	Corporation AbbVie	42	GE SANTÉ TECHNOLOGIES CANADA
3	GROUPE COLABOR INC.	23	QUIDELORTHO CANADA CORPORATION	43	Fresenius Kabi Canada Ltée
4	Agropur Coopérative	24	Northern Micro Inc.	44	LA CORPORATION MCKESSON CANADA
5	DOMREX PHARMA INC.	25	Micro Logic Sainte-Foy Ltée	45	NESTLÉ CANADA INC.
6	Somagen Diagnostics Inc.	26	SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	46	LABORATOIRES OMEGA LIMITÉE
7	ESSITY CANADA INC.	27	TECHNOLOGIES BLUUM CANADA, INC.	47	Tribe Medical Group Inc.
8	Gordon Food Service Canada Ltd.	28	Stryker Canada ULC	48	Smith & Nephew Inc.
9	BAXTER CORPORATION	29	Asus Computer International	49	ANSELL CANADA INC.
10	COMPAGNIE 3M CANADA	30	DELL CANADA INC.	50	Arjo Canada Inc.
11	Johnson & Johnson (Canada) Inc.	31	Dynabook Canada Inc.	51	BRIDGESTONE CANADA INC.
12	B. Braun of Canada, Ltd.	32	ELCO SYSTEMS INC.	52	Continental Tire Canada, Inc.
13	Corporation Baxter	33	HP Canada Cie	53	GOODYEAR CANADA INC.
14	SYSCO CANADA INC.	34	HYPERTECHNOLOGIE CIARA INC.	54	Michelin Amérique du Nord (Canada) Inc.
15	BIO-RAD LABORATORIES (CANADA) LIMITED	35	Lenovo (Canada) Inc.	55	RADIOPHARMACEUTIQUES NOVATEURS ISOLOGIC LTÉE
16	Novexco Inc.	36	UNOWHY	56	ZIMMER BIOMET CANADA
17	BECTON DICKINSON CANADA INC.	37	Diversey Canada Inc.	57	9154-7323 Québec inc.
18	COMPUGEN INC.	38	PFIZER CANADA SRI	58	AUTOMOBILES MAURICE PARENT INC.
19	Maison André Viger inc.	39	TEVA CANADA LIMITÉE	59	FCA Canada Inc.
20	CURIUM CANADA INC.	40	AMD Medicom Inc.	60	General Motors du Canada

CAG

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 9 – 100 plus grands fournisseurs

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la liste des 100 plus grands fournisseurs pour 2023-2024 ;

Numéro	Fournisseur	Numéro	Fournisseur
61	TOYOTA CANADA INC.	81	Permobil, Ltd.
62	VENTES DE VEHICULES MITSUBISHI DU CANADA, INC.	82	Merck Canada Inc.
63	Volkswagen Group Canada Inc.	83	APOTEX INC.
64	Siemens Santé limitée	84	AMGEN CANADA INC.
65	BELPRO MEDICAL INC.	85	Steris Canada Sales ULC
66	LES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX LEIKA LTÉE	86	SteriMax Inc.
67	FRESENIUS MEDICAL CARE CANADA, INC.	87	Philips Canada
68	CERAVER OSTEAL INC.	88	MEDIQUE FOURNITURES MEDICALES (MGBR) INC.
69	JUBILANT DRAXIMAGE INC.	89	UMANO MEDICAL INC.
70	Canon Systèmes Médicaux Canada Limitée	90	ALPHA TABCO INC.
71	SERVICE INSTUKEM LTÉE	91	ALPHA-VICO INC.
72	BRAULT & BOUTHILLIER LTÉE	92	LABORATOIRES ABBOTT CIE
73	TERACERO PHARMA INC.	93	ASPEN PHARMACARE CANADA INC.
74	Oxoid Company	94	A.M.G. MÉDICALE INC.
75	WONDER BRANDS INC.	95	CORPORATION JAMP PHARMA
76	MEDXL INC.	96	I.C.I. Influence Communications inc.
77	LÉO PHARMA, INC.	97	E-Z-EM CANADA INC.
78	Agence Solutions RH INC.	98	priMED Medical Products Inc.
79	ESCA SANTÉ INC.	99	Canadian Hospital Specialties Limited
80	MEDICAL TRONIK MTL LTEE	100	Dominion Biologicals ltée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 10 - 100 plus grands contrats d'acquisition

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition pour 2023-2024 ;

Voici la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition, déterminés en fonction de la valeur des contrats conclus entre le 1er avril 2023 et le 31 janvier 2024 (en ordre décroissant $).

Numéro SEAO	Titre	Valeur avec renouvellements
1652435	MAIN-D'ŒUVRE INDÉPENDANTE – SOINS INFIRMIERS ET D'ASSISTANCE	700 000 000,00 $
1650283	POSTES INFORMATIQUES ET MONITEURS NEUFS	408 759 929,00 $
1662187	MÉDICAMENTS	344 112 769,30 $
1618933	GANTS D'EXAMEN	172 448 825,66 $
1732182	ACHATS DE VÉHICULES LÉGERS 2024 (DÉBUT ANNÉE MODÈLE 2025)	108 800 000,00 $
1801800	PROTHÈSES ORTHOPÉDIQUES	81 978 434,42 $
1658788	MÉDECINE NUCLÉAIRE	79 839 420,57 $
1535686	POMPES VOLUMÉTRIQUES ET POUSSE-SERINGUES	75 843 060,00 $
1651458	PNEUS NEUFS	71 000 000,00 $
1732329	DENRÉES NON-PÉRISSABLES ET PÉRISSABLES	68 222 084,20$
1801785	FOURNITURES DE DIALYSE PÉRITONÉALE À DOMICILE	68 200 000,00 $
1716300	PROGRAMME QUÉBÉCOIS DE DÉPISTAGE DU CANCER DU COLORECTAL (PQDCCR)	65 082 400,00 $
1801739	IMPLANTS POUR LA CHIRURGIE ORTHOPÉDIQUE	64 486 800,00 $
1669469	PANSEMENTS	61 483 886,00$
1560850	PRODUITS POUR INCONTINENTS	57 208 899,25 $
1731766	PRODUITS D'ÉPICERIE	55 522 303,62 $
1662150	PRODUITS LAITIERS	48 844 048,36 $
1597045	FOURNITURES DE DÉSINFECTION ET NETTOYAGE CUTANÉ	47 899 737,31 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 10 - 100 plus grands contrats d'acquisition

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition pour 2023-2024 ;

Voici la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition, déterminés en fonction de la valeur des contrats conclus entre le 1er avril 2023 et le 31 janvier 2024 (en ordre décroissant $).

Numéro SEAO	Titre	Valeur avec renouvellements
1731645	APPROVISIONNEMENT DE DENRÉES ALIMENTAIRES	46 201 126,70 $
1594846	SURFACES D'APPUI	45 847 772,90 $
1692797	AGENCE DE SÉCURITÉ - SECTEUR ÉDUCATION	45 129 947,00 $
1767660	MOBILIER DE CLASSE STANDARD ET ÉVOLUTIF	44 733 356,00 $
1725807	BLOUSES DE PROTECTION JETABLES - NIVEAU 1 & 2	41 279 642,15 $
1749231	AIDES TECHNIQUES, ENTREPOSAGE, ENTRETIEN ET DISTRIBUTION	39 904 499,65 $
1684214	SUPPLÉMENTS NUTRITIFS	37 838 038,81 $
1670450	PAPIER D'IMPRESSION HAUT VOLUME	35 636 914,42 $
1619199	MATÉRIEL DE RETRAITEMENT DES DISPOSITIFS MÉDICAUX	34 650 231,39 $
1616974	PRODUITS DE MICROBIOLOGIE	31 455 908,00 $
1630511	GANTS DE CHIRURGIE	31 120 167,01 $
1712749	ANALYSEUR BIOCHIMIE ET IMMUNOLOGIE - CHUM	29 710 569,23 $
1536939	SALLE D'ANGIOGRAPHIE PÉRIPHÉRIQUE	27 697 387,68 $
1717650	PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS (PAE)	26 580 860,00 $
1605105	ANALYSEUR D'IMMUNO-HÉMATOLOGIE ET RÉACTIFS EN BANQUE DE SANG	23 966 611,00 $
1616975	FOURNITURES DE PATHOLOGIE	21 103 125,00 $
1644545	ENSACHEUSE ET VALIDEUSE DE MÉDICAMENTS -COMPLÉMENT DE PARC MCKESSON	20 215 757,08 $
1680256	PRODUITS LAITIERS	19 604 920,57 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 10 - 100 plus grands contrats d'acquisition

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition pour 2023-2024 ;

Voici la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition, déterminés en fonction de la valeur des contrats conclus entre le 1er avril 2023 et le 31 janvier 2024 (en ordre décroissant $).

Numéro SEAO	Titre	Valeur avec renouvellements
1676481	MÉDICAMENTS - PARTIEL	19 173 475,00 $
1678909	FOURNITURES DE THÉRAPIE RESPIRATOIRE	18 641 503,87 $
1670169	SAVON DE BUANDERIE	18 480 478,31 $
1676514	PROGRAMME DE CONTRÔLE INTERNE DE QUALITÉ EN BIOCHIMIE CLINIQUE	17 898 896,26 $
1685389	FOURNITURES DE SOINS	17 586 046,08$
1749065	PLATEAUX DIVERS ET SPÉCIALISÉS	17 546 084,77 $
1645148	AIGUILLES ET SERINGUES	17 510 631,98 $
1654426	LINGERIE-LITERIE NORMÉE	15 831 460,00 $
1741162	GANTS D'EXAMEN	15 396 725,04 $
1709452	CAMERA GAMMA A/TOMO. 16 RANGÉES DETECTEURS ET PLUS – FAIBLE-MOYENNE-HAUTE ÉNERGIE	15 047 693,54 $
1679668	LEVE-PERSONNES	15 036 612,53 $
1760606	MOBILIER ADMINISTRATIF	14 952 302,50 $
1678417	TUBES DE PRÉLÈVEMENT	14 084 586,00 $
1714769	MÉDICAMENTS - COMPLÉMENTAIRE	13 898 404,00 $
1639522	MILIEUX DE CULTURE	13 257 849,46 $
1683901	DISPOSITIFS DE PRÉLÈVEMENT	13 230 571,60 $
1800917	SYSTÈME DE MONITORAGE PHYSIOLOGIQUE	13 214 486,67 $
1686965	VAISSELLE ET ACCESSOIRES DE CUISINE JETABLES	13 000 664,81 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 10 - 100 plus grands contrats d'acquisition

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition pour 2023-2024 ;

Voici la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition, déterminés en fonction de la valeur des contrats conclus entre le 1er avril 2023 et le 31 janvier 2024 (en ordre décroissant $).

Numéro SEAO	Titre	Valeur avec renouvellements
1741790	ÉQUIPEMENTS PÉDAGONUMÉRIQUES - BIENS QUALIFIÉS	12 754 959,49 $
1702405	LITS SPÉCIALISÉS	12 607 082,94 $
1535686	POMPES VOLUMÉTRIQUES ET POUSSE-SERINGUES	11 924 113,66 $
1605105	ANALYSEUR D'IMMUNO-HÉMATOLOGIE ET RÉACTIFS EN BANQUE DE SANG	11 841 995,00 $
1664073	CUEILLETTE ET ÉLIMINATION DES MATIÈRES DANGEREUSES	11 255 259,84 $
1675260	MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENT DE SPORTS	11 227 600,00 $
1782761	VIANDES DIVERSES	9 320 552,72 $
1751720	REVUE DE PRESSE ÉCRITE ET VEILLE DES MÉDIAS	8 866 594,86 $
1699278	BARYUM ET ACCESSOIRES	7 841 523,06 $
1711295	BERLINGOTS LAIT- ÉCOLES	7 783 910,34 $
1602942	LAVAGE DE VAISSELLE ET ENTRETIEN DE CUISINE	7 557 178,33 $
1697391	HYGIÈNE ET SALUBRITÉ - PRODUITS CHIMIQUES	6 956 912,73 $
1783911	LICENCE POUR LA TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DE REVUE DE PRESSE	6 905 217,00 $
1617854	PRODUITS D'ANESTHÉSIE RESPIRATOIRE	6 173 620,80 $
1708838	PRODUITS LAITIERS	6 093 251,17 $
1602942	LAVAGE DE VAISSELLE ET ENTRETIEN DE CUISINE	6 045 742,67 $
1731786	PRODUITS D'ÉPICERIE	6 040 612,13 $
1739056	PRODUITS DE BOULANGERIE FRAIS	5 474 747,34 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 10 - 100 plus grands contrats d'acquisition

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition pour 2023-2024 ;

Voici la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition, déterminés en fonction de la valeur des contrats conclus entre le 1er avril 2023 et le 31 janvier 2024 (en ordre décroissant $).

Numéro SEAO	Titre	Valeur avec renouvellements
1727591	SERVICES DE LIENS TÉLÉPHONIQUES	5 422 191,30 $
1767465	PRODUITS DE BOULANGERIE FRAIS	5 230 526,80$
1792245	CHAMPS OPÉRATOIRES ET ENSEMBLES PERSONNALISÉS	5 109 200,00 $
1754886	SAVON DE BUANDERIE	4 730 645,40 $
1782456	DISPOSITIFS DE PRÉLÈVEMENT	4 337 063,36 $
1684184	LINGERIE-LITERIE NON NORMÉE	4 222 516,01 $
1726852	MATÉRIEL DE STÉRILISATION	4 074 356,11 $
1786712	LICENCE DE REPRODUCTION	4 044 309,00 $
1727856	MÉDICAMENTS PARTIEL	3 421 981,00 $
1653780	FOURNITURES D'HÉMATOLOGIE ET DE BIOCHIMIE	3 264 905,00 $
1801716	ÉLECTROCHIRURGIE À ÉNERGIE AVANCÉE	3 261 441,75 $
1641040	SERINGUES À GAZ ARTÉRIEL	3 079 600,00 $
1596237	CENTRIFUGEUSES	2 861 767,11 $
1802058	CHAMPS OPÉRATOIRES ET ENSEMBLES PERSONNALISÉS	2 753 908,00 $
1697700	MÉDICAMENT - RÉSERVE PROVINCIALE	2 652 914,18 $
1763620	VIANDES DIVERSES	2 461 433,18 $
1815299	PRODUITS D'ASEPSIE, HYGIÈNE ET SOINS DE LA PEAU	2 169 040,40 $
1665290	LAMPE ET SURFACE DE PHOTOTHÉRAPIE	2 024 066,41 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 10 - 100 plus grands contrats d'acquisition

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition pour 2023-2024 ;

Voici la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition, déterminés en fonction de la valeur des contrats conclus entre le 1er avril 2023 et le 31 janvier 2024 (en ordre décroissant $).

Numéro SEAO	Titre	Valeur avec renouvellements
1729623	FOURNITURES DE PRÉLÈVEMENT	2 014 385,09 $
1765378	SERVICES PROFESSIONNELS EN ARCHITECTURE DE SÉCURITÉ	1 759 942,80 $
1792910	ARTICLES DE PERFUSION ET DE PRÉLÈVEMENT	1 617 885,60 $
1801492	PRODUITS DE MICROBIOLOGIE	1 585 070,12 $
1706491	PROGRAMME D'ASSURANCES COMPLÉMENTAIRES	1 565 571,00 $
1676514	PROGRAMME DE CONTRÔLE INTERNE DE QUALITÉ EN BIOCHIMIE CLINIQUE	1 520 569,21 $
1697589	PRODUITS D'HYGIÈNE ET DE SALUBRITÉ	1 481 530,57 $
1745584	ÉQUIPEMENTS ET LOGICIELS DE RÉSEAU - PRODUITS OPTIQUES SEULEMENT	1 440 964,00 $
1718710	PANSEMENTS	1 431 610,50 $
1815246	PRODUITS DE LABORATOIRE	1 414 835,33 $
1792746	PRODUITS DE LABORATOIRE	1 409 502,35 $
1802033	FOURNITURES MÉDICALES SPÉCIALISÉES	1 354 113,92 $
1782873	AIGUILLES ET SERINGUES	1 352 076,56 $
1800890	CABINETS AUTOMATISÉS DÉCENTRALISÉS (CAD)	1 265 326,44 $
1706397	PRODUITS DE BOULANGERIE FRAIS	1 041 678,07 $
1762309	HYGIÈNE DES MAINS	1 023 056,99 $
1802081	PRODUITS D'UROLOGIE	960 845,18 $
1711584	GAZ MÉDICAUX ET INDUSTRIELS EN CYLINDRES	788 495,77 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 10 - 100 plus grands contrats d'acquisition

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition pour 2023-2024 ;

Voici la liste des 100 plus grands contrats d'acquisition, déterminés en fonction de la valeur des contrats conclus entre le 1er avril 2023 et le 31 janvier 2024 (en ordre décroissant $).

Numéro SEAO	Titre	Valeur avec renouvellements
1741791	ÉQUIPEMENTS PÉDAGONUMÉRIQUES - BIENS EN CONCURRENCE	786 899,00 $
1677993	AGENTS HÉMOSTATIQUES	568 639,00 $
Total – 2023-2024		**3 014 373 641,29 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 11 - Proportion des acquisitions

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales fournir la proportion des acquisitions qui sont faites auprès d'entreprises québécoises, d'entreprises canadiennes et d'entreprises provenant de l'extérieur du Québec pour 2023-2024;

Voici la proportion des acquisitions, déterminée en fonction de la valeur des contrats d'approvisionnement de biens, pour la période du 1er avril 2023 au le 31 janvier 2024.

Exercice financier	Québec	Hors Québec	Canada
2023-2024	54,19 %	45,81 %	98,25 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 12 - Proportion des acquisitions - Montréal

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la proportion des acquisitions qui sont faites auprès d'entreprises situées dans la communauté métropolitaine de Montréal pour 2023-2024;

Voici la proportion des acquisitions faite auprès de fournisseurs situés à Montréal par rapport au nombre total de fournisseurs québécois ayant conclu des contrats entre le 1er avril 2023 et le 31 janvier 2024.

Exercice financier	Taux
2023-2024	43,27 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 13 - Proportion des acquisitions - Québec

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la proportion des acquisitions qui sont faites auprès d'entreprises situées dans la communauté métropolitaine de Québec pour 2023-2024;

Voici la proportion des acquisitions faite auprès de fournisseurs situés dans la Capitale-Nationale* par rapport au nombre total de fournisseurs québécois ayant conclu des contrats entre le 1er avril 2023 et le 31 janvier 2024.

Exercice financier	Taux
2023-2024	6,73 %

*Les données sont compilées en fonction de la région administrative de la Capitale-Nationale, ce qui plus couvre un territoire plus large que la Communauté métropolitaine de Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 14 - Proportion des acquisitions - régions

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la proportion des acquisitions de chaque région administrative qui se font en dehors de ladite région pour 2023-2024;

Voici la proportion des acquisitions, déterminée en fonction de la valeur des consommations, effectuée par les clients de chaque région administrative auprès de fournisseurs situés en dehors de ladite région entre le 1er avril 2023 et le 31 janvier 2024.

Région	Taux
01 - Bas-Saint-Laurent	99,84 %
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	96,12 %
03 - Capitale-Nationale	92,25 %
04/17 - Mauricie/Centre du Québec	95,80 %
05 - Estrie	91,42 %
06 - Montréal	43,93 %
07 - Outaouais	97,49 %
08 - Abitibi-Témiscamingue	88,11 %
09 - Côte-Nord	100,00 %
10 - Nord-du-Québec	100,00 %
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	99,91 %
12 - Chaudière-Appalaches	96,32 %
13 - Laval	91,57 %
14 - Lanaudière	96,53 %
15 - Laurentides	93,38 %
16 - Montérégie	85,24 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 15 - Proportion des acquisitions - hors Québec

Concernant le Centre d'acquisitions gouvernementales, fournir la proportion des acquisitions de chaque région administrative qui se font auprès d'entreprises qui proviennent de l'extérieur du Québec pour 2023-2024;

Voici la proportion des acquisitions, déterminée en fonction de la valeur des consommations, effectuée par les clients de chaque région administrative auprès d'entreprises hors Québec entre le 1er avril 2023 et le 31 janvier 2024.

Région	Taux
01 - Bas-Saint-Laurent	14,58 %
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	31,11 %
03 - Capitale-Nationale	21,17 %
04/17 - Mauricie/Centre du Québec	21,51 %
05 - Estrie	26,27 %
06 - Montréal	18,87 %
07 - Outaouais	25,50 %
08 - Abitibi-Témiscamingue	11,67 %
09 - Côte-Nord	7,64 %
10 - Nord-du-Québec	11,12 %
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	12,65 %
12 - Chaudière-Appalaches	19,71 %
13 - Laval	12,74 %
14 - Lanaudière	27,80 %
15 - Laurentides	20,07 %
16 - Montérégie	15,28 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 16 - Écarts salariaux médecins, spécialistes et omnipraticiens versus autres provinces

Comparaison des écarts salariaux en 2023-2024 entre les médecins, spécialistes et omnipraticiens, et leurs équivalents des autres provinces. Fournir une ventilation par spécialité.
L'information concernant les salaires des médecins se trouve sur le site Internet de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) : : Médecins | ICIS (cihi.ca). Les informations contenues dans ce site constituent la source de données privilégiée par le gouvernement. En ce qui concerne les médecins spécialistes, l'étude de l'Institut canadien de l'information sur la santé, intitulée Étude comparative des paiements versés aux médecins spécialistes du Québec et du reste du Canada en 2016-2017, est accessible sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du trésor : https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/Nouvelles/Rapport_ICIS.pdf

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 17 - Mise en place AMP

État de situation de la mise en place de l'Autorité des marchés publics. Nombre de personnes embauchées, par classe d'emploi.

Classe d'emploi	Nombre d'employés
Encadrement*	23
Professionnels	139
Personnel de bureau et techniciens	57

Total	219

* La classe d'emploi « encadrement » inclut les trois hauts dirigeants

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 18 - Écarts salariaux TI

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique œuvrant en technologies de l'information et ceux du secteur privé, par statut et par classe d'emploi.
L'information sur les écarts salariaux entre les employés de la fonction publique œuvrant en technologies de l'information et les employés du secteur privé se trouve dans le rapport *Rémunération des salariés – État et évolution comparés,* disponible sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec : https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/remuneration-salaries-etat-evolution-2023.pdf

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 19 - Programmes gouvernementaux depuis 2003

Nombre et liste des programmes gouvernementaux depuis 2003; ventilation par année. Également, nombre de programmes abolis et créés depuis le 1er octobre 2018.
Le volume 1 « Stratégie de gestion des dépenses et renseignements supplémentaires » du Budget de dépenses 2024-2025 présente un bilan général des réalisations relativement à la gestion des programmes gouvernementaux. Les renseignements relatifs aux programmes budgétaires des portefeuilles ministériels figurent au volume 3 « Crédits et dépenses de portefeuilles » du Budget de dépenses 2024-2025.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 20 - Optimisations des ressources reçues par le SCT

Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compression de dépenses reçue par le Secrétariat ou l'organisme qui en relève en 2023-2024. Fournir l'ensemble des échanges, des correspondances ou tout autre document à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du Secrétariat et des organismes qui en relèvent.
Le volume 1 du Budget de dépenses 2024-2025 « Stratégie de gestion des dépenses et renseignements supplémentaires » présente le résultat des mesures d'améliorations au cadre financier de même que les actions envisagées à la section « La gestion rigoureuse et efficiente des dépenses gouvernementales ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 21 - Optimisation des ressources et compressions de dépenses

Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2023-2024. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.
Le volume 1 du Budget de dépenses 2024-2025 « Stratégie de gestion des dépenses et renseignements supplémentaires » présente le résultat des mesures d'améliorations au cadre financier de même que les actions envisagées à la section « La gestion rigoureuse et efficiente des dépenses gouvernementales ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 22 - Pénalités contractuelles

Tous les documents produits par le Conseil du trésor, le CSPQ, le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels depuis les dix dernières années.
Aucune pénalité n'a été appliquée à des contractuels en 2023-2024 par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 23 - Programmes de financement ou de subventions

Pour le Secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, fournir, pour 2023-2024, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou de l'organisme qui en a la gestion, en indiquant, pour chacun : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également, pour chaque programme, la liste des projets qui ont été rejetés.

Subventions accordées par le SCT en 2023-2024 :

Programme 1 : Soutien au conseil du trésor	
Université Laval (UL)	200,0 k$
Programme 2 : Soutien aux fonctions gouvernementales	
Autorité des marchés publics (AMP)	33 812,9 k$
Commission de la Capitale-Nationale (CCNQ)	30 762,7 k$
Centre d'acquisition gouvernementale (CAG)	30 617,7 k$
École nationale d'administration publique (ENAP)	1 350,0 k$
Total	96 743,3k$

En date du 31 janvier 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 24 – Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le CAG. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.
Le CAG ne participe à aucun comité interministériel qui requiert un budget ou qui engendre des coûts.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 25 – Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information

Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information pour le CAG par année, pour les dix dernières années, en équivalent ETC.

Catégorie d'emploi	Nombre d'effectifs au 2024-01-31	ETC
Professionnels	22	22
Techniciens et assimilés	3	3
Total	25	25

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 26 - Taux de rétention CAG

Taux de rétention, par catégorie de personnel, au CAG, pour les dix dernières années.

Taux de rétention* par catégorie d'emploi	2023-2024 (au 31 janvier 2024)
Cadres	94,1 %
Professionnels	86,0 %
Techniciens et assimilés	91,3 %
Personnel de bureau	87,5 %
Ouvriers	100,0 %
Taux global	**88,1 %**

* Le taux de rétention est la proportion du personnel en poste dans l'année visée (incluant les embauches) par rapport aux personnes ayant quitté le CAG pour des motifs de mutation (départ) et de démission.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 27 – Pénalités contractuelles

Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels ces dix dernières années.
Entre le 1er avril 2023 et le 31 janvier 2024, deux pénalités totalisant 300$ + tx ont été appliquées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 28 – Coût moyen des ressources externes pour les 10 dernières années

Coût horaire moyen des ressources externes par, année, pour les dix dernières années.
Pour 2023-2024, le coût horaire moyen des ressources externes du CAG est de 169,39 $.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 29 - Réouverture des ententes salariales

Tout rapport, toute étude et estimation en lien avec la réouverture des ententes salariales avec les médecins omnipraticiens et les médecins spécialistes; estimations des économies à réaliser en 2023-2024 et pour les 10 années suivantes.

En ce qui concerne les médecins spécialistes, l'étude de l'Institut canadien de l'information sur la santé (ICIS), intitulée Étude comparative des paiements versés aux médecins spécialistes du Québec et du reste du Canada en 2016-2017, est accessible sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du trésor : https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/Nouvelles/Rapport_ICIS.pdf .

Le 11 décembre 2019, à partir des données de ce rapport, le gouvernement et la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) ont conclu une entente sur la rémunération des médecins spécialistes : https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_humaines/Protocole_d_accord_FMSQ.pdf .

Tel que présenté au tableau figurant à l'annexe I de cette entente, les économies à réaliser sont de 69,2 M$ en 2018-219, de 208,9 M$ en 2019-2020, de 313,0 M$ en 2020-2021, de 428,4 M$ et de 585,2 M$ en 2022-2023, pour un total de 1 604,7 M$. De plus, de cette somme totale, des économies récurrentes de 560 M$ seront réalisées pour 2023-2024 et les suivantes.

En ce qui concerne les médecins omnipraticiens, l'étude de l'ICIS demeure confidentielle jusqu'à maintenant puisque les négociations entre le gouvernement et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ) ne sont pas terminées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 30 – Révision de programmes et budget

Fournir la révision des dépenses de programmes pour 2022-2023 par rapport au budget 2023-2024, incluant tous les détails et une ventilation de chacune des dépenses. Préciser, pour chaque dépense, si la révision est récurrente.
La récurrence de la révision de programmes 2022-2023 est reflétée au Budget de dépenses 2024-2025. Le bilan des mesures d'optimisation 2019-2023, lequel intègre la révision des programmes, est présenté au volume 1 du Budget de dépenses 2023-2024, à la Stratégie de gestion des dépenses.

Québec